



SID N-E - USID de METZ

METZ - HRIA LEGOUEST BÂTIMENT 012

CREATION DE LA MAISON DES BLESSES ET DES FAMILLES REALISATION DE 3 LOGEMENTS

PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Le présent P.G.C. sera adapté en fonction des P.P.S.P.S. des entreprises

DOCUMENT ETABLI PAR : **Ingénierie et Coordination de Lorraine**
10 La Tannerie
57070 - SAINT JULIEN LES METZ
03.87.37.30.60
icl2@wanadoo.fr

REDACTEUR : Frank DE ROSSI - Gérant - Coordonnateur SPS Niveau 1 C/R

ETABLI LE : 09.12.2024

MODIFIE LE : 15.07.2025

SOMMAIRE

O - PREAMBULE

I - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF (Articles L4531-1 à L4531-3 du code du travail)

- 1.1 Lieu des travaux, nature et description sommaire du projet.
- 1.2 Présentation des intervenants.
- 1.3 Organismes Officiels de prévention.
- 1.4 Administrations et collectivités intéressées par les travaux.
- 1.5 Concessionnaires.
- 1.6 Services d'urgences en cas d'accident.
- 1.7 Date de déclaration préalable de l'ouverture du chantier par le Maître d'ouvrage.
- 1.8 Entreprises intervenantes sur le chantier.
- 1.9 Météo.

II - MESURES D'ORGANISATION GENERALE DE CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

- 2.1 Calendrier général d'exécution.
- 2.2 Installation de chantier et locaux communs.
- 2.3 Clôture du chantier et portail.
- 2.4 Circulation et accès - Approvisionnement à l'intérieur du chantier.
- 2.5 Panneau de chantier - Signalisation et protections collectives.
- 2.6 Protection Individuelles.
- 2.7 Protection contre l'incendie.
- 2.8 Nettoyage de chantier.
- 2.9 Poste de secours et secouristes.
- 2.10 Organisation du chantier - Compte prorata.

III - MESURES DE COORDINATION EN MATIERE DE SANTE ET DE SECURITE ARRETEES PAR LE COORDONNATEUR SPS (Articles L4532-2 à L4532-8 du code du travail)

- 3.1 Mesures d'ordre général.
- 3.2 Liste des risques.
- 3.3 Description des travaux de l'ouvrage et protection principale par type de travaux.
- 3.4 Matériaux contenant de l'amiante et/ou du plomb.
- 3.5 Circulation ou déplacement sur le chantier.
- 3.6 Conditions de manutention des différents matériaux et matériels.
- 3.7 Aménagement des zones de stockage et entreposage des différents matériaux, en particulier les matières ou substances dangereuses.
- 3.8 Elimination ou évacuation des déchets et des décombres.
- 3.9 Condition d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés.
- 3.10 Utilisations des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale.
- 3.11 Mesures prises en matière d'interaction sur le site.

IV - SUJETION DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER.

- 4.1 Généralités.
- 4.2 Travaux sous circulation – Signalisation.
- 4.3 Autre activités et autres concessionnaires.

V - MESURES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT (Articles L4611-1 à L4611-7)

- 5.1 Hygiène et conditions d'hébergement.
- 5.2 Protection contre les eaux.

VI - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU D'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DU PERSONNEL AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE (Article L4611-8 du code du travail)

- 6.1 Généralités.
- 6.2 Sauveteurs secouristes du travail et premiers soins.
- 6.3 Renseignements pratiques pour déclenchement des secours extérieurs.
- 6.4 Mesures communes d'organisation des secours.

VII - LE PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S) - (Article L4532-9 du code du travail)

- 7.1 Remarques importantes.
- 7.2 Entreprises titulaires intervenantes sur le chantier.
- 7.3 Sous-traitants.
- 7.4 Travailleurs indépendants.
- 7.5 Pénalités.
- 7.6 Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T)

VIII - PLAN DE RECOLEMENT et NOTES TECHNIQUES – DIUO (Article L4532-10 du code du travail)

IX - ANNEXES

- 1. Fiche « en cas d'accident »
- 2. Fiche d'accueil
- 3. Trousse de secours

0 - PREAMBULE

- ❑ Le chantier concernant la **réalisation de trois logements pour les familles des blessés à l'Hôpital d'Instruction des Armées (HRIA) Legouest à METZ (57)** est soumis aux nouvelles dispositions de sécurité et de protection de la santé, applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, issues de la loi 93 - 1418 du 31.12.93 et de son Décret d'application 94 - 1159 du 26.12.94.
- ❑ Cette réglementation vise à l'intégration de la sécurité dès la phase conception du projet, et organise la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé par la nomination de coordonnateurs, dont la mission est d'assurer lors de la phase réalisation, la coordination entre les différents intervenants du chantier.
- ❑ Cette mission s'exerce lors des phases de réalisation, par la création de **Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S)** ainsi que la création d'un **Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (C.I.S.S.C.T)**, si celui-ci est requis.
- ❑ Le mode prévisionnel d'exécution des travaux est décrit dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) annexé à chaque marché, le présent plan de coordination, ainsi que le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP). Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) devront être rédigés en tenant compte de ces informations.
- ❑ Le présent document intitulé Plan Général de Coordination en Matière de Sécurité et de Protection de la Santé est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier. Il sert de cadre pour la rédaction des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé. Le PGCSPPS est un élément évolutif remis à jour par le coordonnateur en fonction du déroulement du chantier.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention suivant :

- a) Eviter les risques.
- b) Evaluer les risques qui ne peuvent être évités.
- c) Combattre les risques à la source.
- d) Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé, et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.
- e) Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- f) Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou moins dangereux.
- g) Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants.
- h) Prendre les mesures de protections collectives en leur donnant la priorité sur les mesures de protections individuelles.
- i) Donner les instructions appropriées aux travailleurs

En conséquence :

- Les entreprises sont tenues de remettre leur PPSPS dans le cadre de remise des pièces définies au CCAP ; en son absence, l'entreprise ne sera pas autorisée à pénétrer sur le chantier même si son délai d'exécution court.
- Les sous-traitants et travailleurs indépendants sont liés aux mêmes exigences (Article L4535-1 du code du travail).



PLAN PARTIEL DU REZ-DE-CHAUSSEE - ETAT PROJETE



ESID METZ Charge d'affaires: Olivier OBRINGER 03 87 15 60 11 Dessiné par: Olivier OBRINGER USID de Metz SACS/STX	Metz (57) - HIA LEGUEST - Bâtiment 012 Création de la maison des blessés et des familles	SGA Service Général de l'Armée Echelle: 1/75 SID Date: 04/06/2025 N°: 3/3 Index:	MINISTÈRE DES ARMÉES (Logo)
	DCE PLAN PARTIEL DU REZ DE CHAUSSEE Etat projeté		

I - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

1.1 - Lieu des travaux, nature et description sommaire du projet

- a) **Lieu des travaux** : HRIA LEGOUEST 27 avenue de Plantières BP 90001
57077 METZ CEDEX 3, bâtiment 012.
- b) **Nature des travaux** :
- Aménagement d'un espace de 130 m² en RDC du bâtiment (classé ERP) afin d'accueillir 3 logements accessibles PMR (deux T2 et un studio)
 - Création d'un cheminement entre les places de parking PMR et les accès aux logements.
- c) **Nombre de lots** :
- Estimé à 8.
- d) **Durée des travaux** : 5 mois dont 2 mois de préparation.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les différents CCTP du marché.

Compte tenu de l'importance du chantier, l'opération se classe **en deuxième catégorie avec un effectif supérieur à 500 h/jour** (Art.L4532 – 8 du code du Travail), opération soumise à l'obligation de déclaration préalable prévue à l'article L.4532-1 du code du travail.

1.2 - Présentation des intervenants

MAITRE D'OUVRAGE :

SID N-E/USID-METZ/STX

1 rue du Maréchal Lyautey - CS 92005

57 044 METZ CEDEX 01

03 87 15 56 86

richard.lartigau@intradef.gouv.fr

olivier1.obringer@intradef.gouv.fr

MAITRE D'ŒUVRE :

SID N-E/USID-METZ/STX

1 rue du Maréchal Lyautey - CS 92005

57 044 METZ CEDEX 01

03 87 15 56 86

richard.lartigau@intradef.gouv.fr

olivier1.obringer@intradef.gouv.fr

COORDONNATEUR S.P.S.

Ingénierie et Coordination de Lorraine (I.C.L.) - Frank DE ROSSI

10 La Tannerie

57070 SAINT-JULIEN-LES-METZ

06 87 86 57 35

icl2@wanadoo.fr

1.3 - Organismes officiels de prévention

a) Inspection du Travail dans les armées

Contrôle général des Armées
60 boulevard du Général Martial Valin
CS 21623 -PC066
BP 61011 - 75509 PARIS CEDEX

b) Prévention des risques professionnels CARSAT Alsace Moselle

Circonscription de la Moselle

3 place du Roi George
BP 31062
57036 METZ Cedex 01
03 87 66 86 22

c) Comité Régional de l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (OPPBTP)

Comité régional du Nord Est
71 chemin des Cinq Piquets
54000 NANCY
03 83 20 20 03

1.4 - Administrations et collectivités intéressées par les travaux

Préfecture de la Moselle

9 place de la Préfecture
57000 METZ
03 87 34 87 34
pref-webmestre@moselle.gouv.fr

1.5 - Concessionnaires

Les travaux ne peuvent être entrepris qu'après la communication à l'entreprise des indications et recommandations fournies par les exploitants.

L'entreprise est tenue de se renseigner auprès des différents concessionnaires sur l'existence de réseaux ou ouvrages et d'adresser au moins 10 jours avant le début de ses travaux **une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) aux administrations, établissements ou organismes concernés (ENEDIS, GRDF, ORANGE, ...)**

1.6 - Services d'urgences en cas d'accident

SAMU	15
Gendarmerie	17
Pompiers	18

Hôpital de Mercy	Centre anti-poison	S.O.S. Mains
1 allée du Château	29 avenue de Lattre de Tassigny	Clinique Claude Bernard
57530 ARS LAQUENEXY	54000 NANCY	97 rue Claude Bernard
03 87 55 34 91	03 83 22 50 50	57070 METZ
	03 83 22 50 22	03 87 39 60 01

1.7 - Date de déclaration préalable de l'ouverture du chantier par le Maître d'ouvrage

A réaliser un mois avant le début des travaux ou dès que les entreprises seront désignées.

1.8 - Entreprises intervenantes sur le chantier (en cours de consultation)

Intitulé du lot	Entreprise	Adresse	Représentant	Mail

1.9 - Service Météo

<https://météofrance.com/previsions-meteo-france/metz/57000>

II - MESURES D'ORGANISATION GENERALE DE CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

SPS (Articles L4531-1 à L4531-3 du code du travail)

2.1 - Calendrier général d'exécution

- ❑ La durée prévisionnelle du chantier est fixée à **5 mois dont 2 mois de préparation**.
- ❑ Toutes modifications, décalages, prolongations pour diverses causes, devront être soumis pour avis au coordonnateur SPS afin d'étudier l'interaction engendrée.
- ❑ Les modifications seront alors consignées sur le registre journal. Une diffusion sera faite auprès des entreprises concernées en accord avec le maître d'oeuvre.
- ❑ Les phasages seront étudiés afin de limiter la manutention manuelle.

2.2 - Installation de chantier et locaux communs

1) Généralités

- ❑ L'installation du cantonnement commun tous corps d'état ou base-vie sera réalisée par l'entreprise titulaire du marché selon un plan d'installation qui devra être approuvé avant toute intervention. L'entreprise titulaire du marché se chargera de l'alimentation du chantier en moyens de service et définira en temps utile auprès des services intéressés, les besoins en eau, électricité, ligne téléphonique, etc. nécessaires à la bonne marche du chantier.
- ❑ **La base vie sera maintenue et entretenue durant toute la durée du chantier par l'entreprise titulaire du marché.**
- ❑ L'entreprise titulaire du marché aura à sa charge la mise en place d'une coffret électrique de chantier réalisé à partir du TGBT/TRANSFO existant. Elle assurera la pose d'un éclairage provisoire dans les zones de circulation du bâtiment.
- ❑ L'entreprise titulaire du marché mettra en place un nombre suffisant de coffrets électriques de chantier de manière à limiter les rallonges électriques à 25m.
- ❑ Les installations électriques devront être contrôlées par un organisme agréé au fur et à mesure de leur mise à la terre, les certificats de réception seront mis à disposition du coordonnateur SPS.
- ❑ L'entreprise est chargée de l'obtention des accords administratifs, notamment pour l'occupation et l'accès au domaine public.

2) Description de l'installation :

L'HRIA Legouest met à disposition dans le bâtiment à proximité du chantier :

- un WC
- une salle dédiée aux ouvriers pour les repas
- une salle pour les réunions de chantier.

Une aire de parking sera également mise à disposition ; l'ensemble fera l'objet d'un plan d'installation accepté par le coordonnateur SPS en accord avec le Maître d'Ouvrage.

La remise en état initial des ces zones sera à la charge titulaire du marché.

a) Vestiaires - Réfectoires adaptés au personnel intervenant sur le chantier (Homme et/ou Femme) :

- Le local réfectoire sera muni de tables et de chaises en nombre suffisant adapté à l'effectif du chantier.
- Les tables seront recouvertes par un matériau imperméable et facilement lavable.
- Ce local doit disposer d'appareils permettant d'assurer le réchauffage ou la cuisson des aliments, d'un garde manger type réfrigérateur destiné à protéger les aliments d'une capacité suffisante, et de robinets d'eau potable fraîche et chaude.
- Les vestiaires disposeront d'un nombre suffisant d'armoires individuelles, à double compartiment, en métal ou tout autre matériau possédant des qualités analogues.
- L'ensemble sera muni d'un éclairage et d'un chauffage type radiateurs électriques de chantier.

b) Salle de réunion :

- Elle sera mise à disposition du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre (2 clés à fournir), un téléphone y sera installé avec batterie chargée en permanence. Il sera accessible à tout le personnel du chantier en cas d'urgence.
- Elle sera dimensionnée (40m2 minimum) pour accueillir en période de pointe les intervenants et les entreprises présentes sur le chantier le jour des réunions avec tables et chaises en nombre suffisant.

En outre, la salle de réunion sera équipée des éléments suivants :

- Une armoire fermant à clé
- 20 casques de chantier
- Un réfrigérateur
- Un lave botte
- Un éclairage et un chauffage fonctionnel.

Les dépenses d'entretien et de consommables seront pris en charge par l'entreprise titulaire du marché.

c) Bloc sanitaire adapté au personnel intervenant sur le chantier (Homme et/ou Femme) :

Il sera composé :

- De lavabos ou rampe alimentés en eau chaude à température réglable (dans un local clos et couvert). Un savon et un moyen d'essuyage ou de séchage seront mis à disposition.
- De douches.
- De cabinets d'aisances de préférence d'un modèle à la turque. Ils doivent être nettoyés au moins une fois par jour, couverts, éclairés (une unité pour 20 travailleurs). Il sera équipé de papier toilette.
- Le bloc sera raccordé en eau courante et branché sur le collecteur eaux usées. Si le raccord en partie publique n'est pas réalisable dès le démarrage des travaux, l'entreprise prévoira tous dispositifs nécessaires tels que cuve ou fosse provisoire avec vidange régulière par une entreprise spécialisée.
- Ils seront munis d'un chauffage type radiateurs électriques de chantier.

- Le local sera maintenu en permanence en parfait état de propreté avec un nettoyage complet impératif au minimum deux fois par semaine. Les dépenses seront prises en compte par le compte prorata.

2.3 - Clôture du chantier et portail

- ❑ **La clôture et le portail de chantier seront fournis et posés par l'entreprise titulaire du marché. Le chantier sera clos et indépendant pendant toute la durée des travaux.**
- ❑ L'entreprise prévoira la fourniture, la mise en place, l'entretien, le maintien en place et le rapatriement d'une clôture chantier selon les caractéristiques suivantes :
 - ⇒ Clôture périphérique de 2.00 m de haut avec portail (4.00 m x 2.00 m) permettant le passage des camions et portillon d'accès fermant à clef par cadenas,
 - ⇒ La clôture sera constituée soit de poteaux et ossature bois avec remplissage bardage, hauteur 2,00 m, soit de panneaux avec plots béton de type HERAS ou équivalent,
 - ⇒ Une signalisation nocturne et diurne sera mise en place si nécessaire,
 - ⇒ Droit d'affichage réservé au Maître d'ouvrage.
- ❑ Des panneaux « chantier interdit au public » et « port du casque obligatoire » seront affichés au droit du portail. L'ensemble de la clôture sera maintenu pendant toute la durée du chantier.

2.4 - Circulation et accès - Approvisionnement à l'intérieur du chantier

1) Contrôle des entrées et sorties à l'intérieur du chantier.

- ❑ **Pendant toute la durée du chantier, l'entreprise titulaire du marché prévoira et entretiendra tous les accès au chantier depuis le domaine public y compris la mise en place de la signalisation.**
- ❑ Chaque entreprise devra quotidiennement porter sur son journal de chantier, la liste nominative des employés travaillant sur le site, en y incluant les intérimaires et les locations de matériel, et en y précisant la fonction de chacun.
- ❑ Le Maître d'ouvrage, le Maître d'oeuvre et les entreprises établiront, tiendront à jour et communiqueront au coordonnateur SPS la liste des personnes habilitées à pénétrer sur le chantier ; elles seront informées des consignes de sécurité et de l'avancement du chantier.
- ❑ **Aucune autre personne ne pourra pénétrer sur le site sans être accompagnée par une des personnes habilitées au titre des listes citées ci-dessus.**
- ❑ Les accès aux zones de chantier ne sont autorisés que sur les voies de dessertes acceptées par le Maître d'ouvrage et corrigés en fonction des observations du coordonnateur et du Maître d'oeuvre ; aucun autre accès ne sera admis.
- ❑ Des panneaux normalisés « **Chantier interdit au public** » et « **port du casque obligatoire** » seront implantés **par l'entreprise titulaire du marché** à l'entrée du chantier.
- ❑ Les accès des livreurs ou des véhicules privés livrant ne seront tolérés dans l'enceinte du chantier que pour la durée de leur livraison. Une zone de livraison précisée sur le plan d'installation et signalée sur le site leur sera réservée.
- ❑ La circulation et l'évolution des engins et camions seront sous la surveillance d'un chef de manœuvre.

- ❑ L'entrepreneur doit supporter les sujétions qui résultent de la circulation de ses camions et engins, sur le chantier et sur les voies sous circulation.

2) Signalisation.

- ❑ Une attention particulière sera apportée à la mise en place et à la maintenance **par l'entreprise titulaire du marché** pendant toute la durée du chantier de la signalisation de chantier côté accès (24h/24, 7 jours sur 7)

- ❑ L'entreprise titulaire **titulaire du marché** prévoira la fourniture, la mise en place, la dépose et l'évacuation d'un panneau réglementaire de chantier, selon les caractéristiques définies par le Maître d'ouvrage :

Dimensions : (à définir)

Lettres noires - Fond blanc indiquant : intitulé du projet, insertion graphique couleur du projet, désignation et N° de téléphone du Maître d'ouvrage, de l'Architecte, du Bureau de contrôle, du Bureau SPS et du Maître d'œuvre d'exécution, désignation et N° téléphone de chaque entreprise retenue, N° du permis de construire.

2.5 - Protections collectives

- ❑ Pour la sécurité des personnes, les zones à risques (trémies horizontales et verticales, bordures et rives des dalles en béton) devront être balisées et protégées par des garde-corps réglementaires, planchers ou autres dispositions vues avec le coordonnateur SPS. **Les protections collectives seront mises en place et à la charge de l'entreprise titulaire du marché pendant toute la durée du chantier.**
- ❑ **La mise en oeuvre de ces installations et leur maintenance seront sous la responsabilité d'une personne nommée par l'entreprise titulaire du marché dans son PPSPS.**
- ❑ **IL est rappelé que tout entrepreneur amené à déplacer ou démonter un ouvrage de protection doit le remettre en place à la fin de chaque intervention.** Le cas échéant, le coordonnateur SPS demandera que les frais correspondants à la mise en conformité soient impartis au compte du défaillant.
- ❑ Toutefois, ces prescriptions ne dérogent pas à la loi qui fait obligation à chaque entreprise d'assurer la protection collective de son personnel intervenant sur le chantier. En d'autres termes, chaque entreprise intervenante sur un ouvrage considéré, devra s'assurer que les protections collectives mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, cette entreprise aura à sa charge et à ses frais, la mise en place et l'entretien des dispositifs complémentaires aussi longtemps que nécessaire.
- ❑ **Tous les fers d'armatures en attente seront crossés, l'embout des serre-joints protégés.**
- ❑ **Pour les accès en hauteur, des tours d'escaliers avec garde-corps seront installées par l'entreprise titulaire du marché.** L'utilisation de l'échelle ainsi que les escabeaux sont à proscrire (article R.4323-63 du code du travail). Les entreprises mettront à la disposition des travailleurs les équipements de travail nécessaires, appropriés au travail à réaliser ou convenablement adaptés à cet effet (articles R. 4321-1 et R. 4321-2 du code du travail).

❑ **Travaux en hauteur**

- L'échelle est un moyen d'accès à un niveau supérieur avec les deux mains libres. Elle est à proscrire comme poste de travail tout comme les escabeaux et dans ce cas, il convient d'utiliser des plates-formes de travail, des échafaudages, des nacelles ou des plates-formes élévatrices.
- Tous ses équipements doivent être munis de protections collectives contre le risque de chute.
- Si un échafaudage est mis à disposition des intervenants, préalablement au montage, une réunion de concertation devra avoir lieu avec tous les utilisateurs et le Coordonnateur SPS afin de déterminer les besoins de chacun. Il devra permettre la mise en sécurité des travaux de couverture, de zingueries, des travaux sur façades et menuiseries extérieures.
- L'échafaudage est tenu de respecter les dispositions contenues dans le décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004, relatif aux mesures d'organisation et de mise en oeuvre auxquelles est subordonnée l'utilisation des échafaudages.
- L'utilisation de protections individuelles sera tolérée pour la mise en place des protections collectives. Pour les autres interventions, les protections collectives sont obligatoires.

Définition du type d'échafaudage et accès

- L'échafaudage sera de type MDS (Montage Démontrage en Sécurité).
- La classification de l'échafaudage sera conforme aux travaux à réaliser.
- Des escaliers extérieurs seront installés afin de faciliter les circulations des salariés.
- Une entreprise mettant en place un échafaudage s'assurera de sa conformité et le fera réceptionner par une personne habilitée. L'entreprise en assurera la signalisation.
- Un PV de réception contradictoire sera établi entre le constructeur et les utilisateurs avant mise en service de ce dernier.
- L'échafaudage devra être équipé d'un filet pare gravats en cas de travaux générant des projections.
- L'entreprise se chargera de la mise en place d'un périmètre de sécurité lors des manutentions et de la pose des divers éléments de l'échafaudage.

Approvisionnement :

- La conception de l'échafaudage devra permettre la mise en oeuvre de desserte à matériaux à chaque niveau d'échafaudage.
Un treuil manuel sera intégré à l'échafaudage pour les hauteurs de travaux inférieures à 10m.
- Ce treuil sera mécanique dès que la hauteur de travail sera supérieure à 10m. Il fera l'objet d'un examen d'adéquation et d'un contrôle périodique réglementaire de mise en service.

Contrôle :

- L'entreprise se servant d'un échafaudage effectuera les contrôles réglementaires à sa bonne utilisation.

Sécurité du personnel :

- Les entrepreneurs devront mettre à disposition de leur personnel des échafaudages réglementaires équipés de tous leurs éléments de sécurité, y compris pour les travaux à petite hauteur.
- Les moyens utilisés pour l'élévation du personnel seront normalisés (plateformes, échafaudages roulants, volants, ...).

L'entreprise précisera dans son PPSPS le type d'accès aux postes de travail, les moyens utilisés pour l'élévation du personnel ainsi que les moyens de prévention des risques de chute de hauteur.

- L'utilisation de nacelles élévatrices du personnel devra s'effectuer en binôme ; un des deux personnels étant en permanence au sol pour guider les manoeuvres.
- Le salarié affecté à la manoeuvre de la plateforme de travail devra disposer d'une autorisation de travail et de son CACES en cours de validité.
- Pour une utilisation en sécurité des PEMP, il est nécessaire de respecter les conditions d'utilisation définies dans la notice d'instruction de l'appareil.

Prêt de matériel :

- Le prêt de matériel est soumis à l'accord préalable du coordonnateur.
- Les entreprises devront réaliser un PV de réception et une convention de mise à disposition de matériel.

La coactivité superposée simultanée est interdite.

❑ **Rappel des principales mesures de sécurité pour le montage des échafaudages :**

- Ancrage de l'échafaudage dans le gros-œuvre :
 - tous les 24 m² pour les échafaudages non bâchés,
 - tous les 12 m² pour les échafaudages avec bâches.
 - Mise en place de diagonales toutes les quatre mailles sur toute la hauteur
 - Mise en place de garde corps réglementaires avec sous lisse à 0.45 m et plinthe de 15 cm
 - Le bord du plancher de l'échafaudage ne doit pas être éloigné de plus de 20 cm de la construction :
 - Si le plancher de l'échafaudage est éloigné de 40 cm maximum, mise en place d'une lisse côté construction.
 - Si le plancher de l'échafaudage est éloigné de + de 40 cm, mise en place d'un garde corps réglementaire côté construction.
- ❑ Les travaux temporaires en hauteur devront être effectués en toute sécurité à partir d'un plan de travail sécurisé lors de sa conception et de son installation (article R. 4323-58 du code du travail).
- ❑ Pour assurer la protection collective du personnel, l'entreprise proposera dans son PPSPS les dispositions qu'elle compte prendre contre les risques de chutes.

2.6 - Protections individuelles (Articles R4321-1 et R4321-2 du code du travail)

1) Du personnel de chantier

- ❑ D'une manière générale, l'ensemble du personnel destiné à accéder au site des travaux aura l'équipement individuel minimum suivant (complété suivant l'activité particulière), décret N°93-41 du 11 Janvier 1993 :
- Vêtement de travail adapté.
 - **Port du casque obligatoire à tout poste de travail.**
 - Chaussures ou bottes de sécurité obligatoires.

- Protège-oreilles obligatoire à partir de 85 dba.
- Ceinture abdominale suivant prescription médicale.
- Paires de lunettes contre la projection d'éclats.
- Masques adaptés anti-poussières ou aux risques dus aux produits nocifs selon fiche toxicologique à demander aux fabricants et à remettre au coordonnateur (Articles R 4222-10 à R 4222-12 et L 4121-2.8° du code du travail).
- Gants adaptés aux risques.
- Harnais d'anti-chute pour travaux exceptionnels ou de courte durée exposant à un risque de chute de hauteur.

2) Du Matériel

- Les engins et véhicules circulant sur le chantier seront marqués de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes à l'arrière et sur les parties saillantes.
- Ils seront munis de feux spéciaux aux normes prévues par la signalisation temporaire.

2.7 - Protection contre l'incendie

- ❑ **L'entreprise titulaire du marché** est responsable de la sécurité incendie en cours de travaux ; elle installera notamment des extincteurs polyvalents (A.B.C.) dans la base vie.
- ❑ Chaque véhicule et engin du chantier sera équipé d'un extincteur.
- ❑ Les extincteurs devront avoir subi les vérifications réglementaires.
- ❑ Aucun feu type brûlage de déchets ou autre ne sera toléré sur le site.
- ❑ Le stockage de tous matériaux inflammables ou combustibles sera soumis à l'autorisation du coordonnateur SPS. Les zones seront définies et proposées sur le plan d'installation de chantier ou en fonction des besoins du chantier.
- ❑ En règle générale, les entreprises ne livreront que leur besoin ou consommation journalière.

PERMIS DE FEU

- ❑ **Un permis de feu délivré par le Maître d'ouvrage est OBLIGATOIRE pour tous travaux par points chauds. Il sera annexé au PPSPS des entreprises.**
- ❑ Un permis de feu a une validité limitée dans le temps.
- ❑ Il doit être réévalué dès qu'un de ses éléments constitutifs a changé (lieu, environnement, procédé, nature des travaux, intervenants, ...). Sa durée de validité doit être clairement indiquée sur le document.
- ❑ Dans le cas où un permis de feu court sur plusieurs jours, sa validité doit être vérifiée quotidiennement afin de veiller à l'absence de nouveaux risques, jusque dans les locaux voisins (liés au phénomène de conduction thermique par exemple).

2.8 - Nettoyage de chantier

- ❑ Chaque intervenant devra nettoyer en permanence et évacuer ses gravats dans les bennes à déchets mises à disposition sur le chantier pour un tri sélectif. Ces bennes à déchets seront mises en place et installées par **l'entreprise titulaire du marché**, puis évacuées vers une décharge agréée, le lieu de celle-ci sera précisé au coordonnateur SPS. Les dépenses relatives à ces bennes seront prises en charge par le titulaire du marché. **Il appartient à chaque corps d'état de gérer le tri de ses déchets.**

- ❑ Un SOGED devra être fourni avant le démarrage des travaux. Dans le cadre de la traçabilité des déchets, l'entrepreneur devra fournir au maître d'oeuvre le(s) bordereau(x) de suivi des déchets (BSD).
- ❑ Les bennes seront mises en place sur une surface à aménager par **l'entreprise titulaire du marché**. Cette surface sera plane, composée de matériaux permettant la circulation aisée des piétons (gros cailloux exclus, ...) en tout temps (pluie, ...). L'accès sera traité de la même façon. La remise en état initial de cette zone sera à la charge de **l'entreprise titulaire du marché**.
- ❑ Pour les déchets dangereux, ils feront l'objet d'un suivi via TRACKDECHETS suivant la procédure ci-dessous :
 - Le titulaire veillera à faire créer le BSD par le collecteur/transporteur sur le compte TRACKDECHETS de l'ESID de Metz en utilisant les informations suivantes :
 - Producteur/émetteur : ESID Metz ;
 - N° SIRET : 13000190200373
 - Coordonnées du producteur/émetteur : Caserne NEY - 1, rue Maréchal LYAUTEY 57000 METZ
 - Le champ « description du déchet » devra impérativement commencer par le numéro de département du chantier suivi du signe « / », ceci afin de faciliter l'identification du BSD une fois celui-ci intégré dans le compte de l'ESID de Metz (ex : 57 / EPI amianté).
- ❑ Le revêtement des voies communales sous circulation, sera maintenu en permanence parfaitement propre par tous temps, par les entreprises **sous le contrôle de l'entreprise titulaire du marché**.
- ❑ **Les camions livreurs de béton, d'enrobés, et autres, ne seront pas nettoyés sur la zone d'intervention des entreprises.** A cet effet une fosse sera réalisée sur le chantier pour vider les fins de toupies de béton. Cette fosse sera curée régulièrement **par l'entreprise titulaire du marché**.
- ❑ Les accès des bungalows seront maintenus en état de parfaite propreté et libre de tout encombrement, un éclairage de nuit sera réalisé si nécessaire, et entretenu.
- ❑ Les ordures du local réfectoire seront stockées dans des poubelles puis emmenées vers le lieu de ramassage par les services d'entretien de la commune. Cette prestation sera assurée **par l'entreprise titulaire du marché** durant sa présence sur le chantier.

2.9 - Poste de secours et secouristes

- ❑ Les entreprises disposeront des équipements de secours réglementaires et communiqueront à l'ensemble des intervenants ainsi qu'au coordonnateur SPS les personnels ayant qualité de secouriste.
- ❑ Le poste de téléphone d'alerte et de secours se trouvera dans le bureau de chantier. Il y sera joint une feuille « EN CAS D'ACCIDENT » (modèle annexe 1 à compléter).
- ❑ Dans le PPSPS des entreprises, un règlement du déclenchement d'alerte sera défini, il mentionnera notamment l'identification du chantier et des accès pour les secours. Sur un plan de masse, **l'entreprise titulaire du marché** tracera les différentes zones de circulation des VL, PL, engins de chantier, piétons ainsi que les zones de stockages.

2.10 - Organisation du chantier - Compte prorata

Les dépenses de fonctionnement seront prises en compte par le compte prorata qui sera assuré par l'entreprise du lot Gros Œuvre ainsi que 3 autres entreprises du second œuvre et imputées aux entreprises suivant le montant de leurs marchés.

La convention de compte prorata qui sera établi par l'entreprise de Gros Œuvre devra être signée par toutes les entreprises avant le démarrage des travaux. Un état régulier des règlements sera produit par le gestionnaire du compte.

En cas de présence de gravats non enlevés par les entreprises, le Maître d'œuvre signalera dans le compte rendu quels lots sont concernés ; le nettoyage sera effectué dans les trois jours. A défaut, il fera enlever les gravats et débarrasser le chantier au frais des entreprises concernées.

Le compte prorata servira à payer notamment :

- L'entretien de la base vie : bureau de chantier, réfectoire, vestiaire, bloc sanitaire et WC.
- L'entretien de la clôture de chantier.
- Les dépenses de consommation du chantier : électricité, eau et téléphone du chantier.

Le nettoyage des installations sera réalisé par une entreprise extérieure, pour un entretien journalier conformément à la réglementation du code du travail.

III - MESURES DE COORDINATION EN MATIERE DE SANTE ET DE SECURITE **ARRETEES PAR LE COORDONNATEUR SPS** (Articles L4532-2 à L4532-7 du code du travail)

3.1 - Mesures d'ordre général

- ❑ Les dispositions du décret n° 65-480 du 8 janvier 1965 tel que modifié notamment par le décret n° 95-608 en date du 6 mai 1995 fixent les prescriptions minimales applicables par les chefs d'établissements tels que visés par l'article L.231.1 du Code du travail ainsi que par les travailleurs indépendants au sens que leur confère l'article L.235.18 issu de la loi du 31 décembre 1993.
- ❑ Cette loi n° 93-1418 en date du 31 décembre 1993, prise pour transposer la directive n° 92/57 CEE du Conseil en date du 24 juin 1992, dite directive "chantiers temporaires ou mobiles " a, d'une part, étendu les principes généraux à l'exemption de deux, à l'ensemble des participants à une opération de construction, et généralisé le principe de coordination à l'ensemble des chantiers où sont présentes deux entreprises, d'autre part, réaffirmé le principe de primauté de l'intégration de la sécurité dans l'ouvrage et enfin étendu aux travailleurs indépendants et aux employeurs qui exercent directement une activité sur le chantier certaines prescriptions du livre II, titre III du code du travail.

3.2 - Liste des risques

2) Généralités

- ❑ Dans le cadre du PPSPS, les entreprises analyseront les risques selon chaque phase de travaux. Pour chacun des risques, une méthode de prévention sera définie et adoptée réellement suivant l'énoncé ci-dessous :
 - Phases de travaux.
 - Moyens.
 - Risques (propre, exporté, importé).
 - Mesures de prévention (consigne et contrôle).

3) Risques particuliers.

- ❑ **Plusieurs points méritent d'être soulignés :**
 - **Concessionnaires : la déclaration d'intention de commencer les travaux incombe à l'entreprise titulaire du marché.**
 - Avant de commencer des travaux de terrassement ou de démolition, s'informer auprès des services intéressés, de l'existence éventuelle de canalisations ou câbles souterrains pouvant se trouver dans la zone de travaux.
- ❑ **Terrassement généraux et en tranchée**
 - Ces travaux seront effectués suivant **l'application stricte** des prescriptions du titre 4 du décret du 8 janvier 1965 modifié par le décret du 6 mai 1995 (blindage **OBLIGATOIRE** des fouilles dont la profondeur est supérieure à 1,30m).

- L'article R4534-24 du Code du travail précise que les fouilles en tranchée de plus de 1,30 m de profondeur et d'une largeur égale ou inférieure aux deux tiers de la profondeur doivent être blindées, étrésillonnées ou étayées, lorsque leurs parois sont verticales ou sensiblement verticales.
- Cependant, la notion de profondeur n'est pas le seul critère pour décider de mettre en place un blindage : la cohésion du terrain, l'environnement proche du chantier et les moyens mis en œuvre sur le chantier (surcharge liée au poids des engins, vibrations, présence d'eau, ...) peuvent constituer également des causes d'éboulement.
- Afin de prévenir les ensevelissements, lors de la préparation du chantier, il appartient au responsable d'évaluer les risques d'éboulement et de définir dans quelles conditions la tranchée doit être sécurisée, quelle qu'en soit sa profondeur.
- Les moyens matériels sont mis en œuvre en fonction du milieu et de l'encombrement du sol.

Travaux à proximité de lignes ENEDIS :

- ❑ Dans tous les cas, avant intervention à proximité d'un réseau électrique, réaliser les DICT et prévenir le responsable ENEDIS pour définir les mesures de sécurité à appliquer.
- ❑ Lorsque la mise hors tension est impossible, le chef d'entreprise doit s'assurer que la réalisation du chantier n'amènera pas les salariés eux-mêmes, ou les objets qu'ils utilisent, (appareils de levage, pioches, bennes de camions, ...) à s'approcher à une distance inférieure à :
 - ⇒ **Pour les lignes aériennes :**
 - **3 m si la tension est inférieure à 50 000 V**
 - **5 m si la tension est supérieure à 50 000 V**
 - ⇒ **Pour les lignes enterrées :**
 - **Dans les 1,50 m autour de la canalisation, l'exploitant doit être consulté avant d'effectuer des travaux.**

Il est impératif de mettre en œuvre les procédures définies au cours de l'analyse des risques, à savoir :

- une distance limite d'approche prudente
- le balisage de la zone de travail
- les consignes de sécurité au personnel travaillant dans la zone

Travaux à proximité d'autres réseaux :

- ❑ Afin de réduire les risques ainsi que les dommages aux réseaux aériens ou enterrés pouvant survenir lors de travaux à proximité, chaque entreprise intervenant sur le chantier disposera d'au moins un salarié titulaire d'une AIPR adéquate et en cours de validité.

❑ **Travaux en hauteur** (Article R.4323-63 du code du travail)

- L'échelle est un moyen d'accès à un niveau supérieur avec les deux mains libres. **Elle est à proscrire** comme poste de travail **tout comme les escabeaux**, et dans ce cas, il convient d'utiliser des plates-formes de travail (PIRL), des échafaudages ou des nacelles et plates-formes élévatrices (**voir chapitre ci-dessus 2.5.1**)
- Tous ces équipements doivent être munis de protections collectives contre le risque de chute.

❑ **Consignes concernant tous les travaux :**

Les entrepreneurs doivent prendre toutes précautions utiles afin qu'aucun sinistre ne se déclare et notamment, il est interdit :

- 1) D'effectuer en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporterait une gêne à son évacuation.
- 2) D'effectuer des travaux par points chauds sans autorisation préalable (permis de feu) et sans respect des consignes particulières concernant ce type de travaux.
- 3) D'effectuer des travaux par points chauds simultanément à d'autres travaux présentant des risques d'explosion (utilisation de colles, solvants, cires, peintures ect...).
- 4) De déposer des matériaux ou gravats dans le cheminement d'évacuation ainsi que sur les voies réservées aux véhicules de secours.
- 5) De stocker des produits inflammables en dehors des locaux aménagés à cet effet et de les utiliser en présence du public.

Tous matériels ou installations présentant en cas d'incendie un risque de propagation à l'édifice doit être placés à plus de 10 m des façades (groupe électrogène, atelier de soudure, véhicules, etc).

❑ **Étalement (dalles, poutres, pignons, etc)**

- Si la nature des travaux impose la mise en place d'étais provisoires, ceux-ci seront dimensionnés par un bureau d'étude aux frais des entreprises concernées.
- Les élévations verticales, les banches, etc, seront contreventées par des étais reliés à des tire-pousses ou fixées dans la dalle par des chevilles spécialement adaptées.

La mise en place d'un échafaudage devra respecter les consignes de montage définies par les textes législatifs suivants :

- Décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004 relatif à l'utilisation des équipes à disposition pour les travaux temporaires en hauteur et modifiant le code en partie : décrets en conseil d'Etat et le décret n° 65-48 du 08.01.1965 modifié par le décret du 06.05.1995.
- Arrêté du 21 Décembre 2004 relatif aux vérifications des échafaudages et l'arrêté du 22 décembre 2000 relatif aux conditions et modalités d'agrément pour la vérification de conformité des équipements de travail.
- Un procès-verbal de réception de l'échafaudage sera établi par l'installateur et signé par le ou les utilisateurs (P.V. d'adéquation). Seuls les signataires de ce procès verbal pourront utiliser cet échafaudage.
- L'accès à cet échafaudage en cours de montage ou de démontage n'est réservé qu'aux travailleurs habilités chargés de ces opérations.
- En cas de travaux en couverture du bâtiment, l'entreprise mettra en place, à l'aide de nacelles (VGP à jour et sans observation), des filets garde-corps sur tout le périmètre de la toiture afin d'assurer la sécurité du personnel intervenant en hauteur.

❑ **Environnement du chantier : proximité d'une zone en activité**

En cas de proximité d'une telle zone, les entreprises prendront toutes les dispositions concernant :

- La définition des accès.
- Le balisage des zones dangereuses.
- Le stockage des dépôts de matériaux gênant.

- Aucun engin, ni aucune activité ou procédure ne doit créer directement ou indirectement des bruits supérieurs à la législation en vigueur qui limite celui ci à 75 db max., à 1 m horizontal, 85 db au droit de la source et 45 db en limite de chantier.

Découvertes archéologiques :

Dans le cas de découverte d'éléments archéologiques ou de "valeur historique", l'entreprise devra en avvertir immédiatement le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre. La propriété de la découverte sera soumise à la législation en vigueur.

Risques pyrotechniques :

Au cours des travaux, en cas de découverte d'engins de guerre enterrés ou non, l'entreprise devra en aviser immédiatement le Maître d'ouvrage et devra :

- Suspendre immédiatement les travaux sur site et y interdire toute circulation au moyen de clôtures, panneaux, signalisations, balises, ...
- En informer immédiatement le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre, le Coordonnateur SPS et l'autorité chargée de procéder à l'enlèvement ou à la neutralisation sur site des engins non explosés.
- Ne reprendre les travaux qu'après en avoir reçu l'autorisation.
- En cas d'explosion fortuite d'un engin de guerre, l'entreprise devra procéder tel que défini ci-dessus.

3.3 - Description des travaux de l'ouvrage et protection principale par type de travaux.

1) VRD - GROS ŒUVRE

Terrassements généraux et en tranchée

- ❑ Avant de commencer les travaux de terrassement, le chef de chantier prendra les mesures de sécurité appropriées.
- ❑ Il s'informerait auprès du service de voirie intéressé en cas de travaux sur le domaine public, ou auprès du propriétaire en cas de travaux sur le domaine privé, de l'existence éventuelle de terres rapportées, ainsi que de l'emplacement et de la nature des canalisations ou câbles souterrains pouvant se trouver dans la zone de travaux projetés. Il devra s'informer également du risque d'imprégnation du sous-sol par des émanations ou produits nocifs.
- ❑ Les terrassements à moins de 1,50 m des réseaux gaz et électricité seront obligatoirement réalisés manuellement. Le personnel devra disposer d'une Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR) en cours de validité.
- ❑ Les arbres, les blocs de pierre, ainsi que le matériel, les matériaux et objets de toute nature, se trouvant à proximité de l'emplacement où des fouilles seront entreprises, doivent être enlevés ou solidement maintenus lorsqu'il apparaît que leur équilibre risque d'être compromis lors de la réalisation des travaux.
- ❑ Les fouilles en tranchées de plus de 1,30m de profondeur et de largeur, égales ou inférieures au deux tiers de la profondeur, doivent, lorsque leurs parois sont verticales ou sensiblement verticales, être blindées, étrépillonnées ou étayées (voir chapitre 3.2.2).

La notion de profondeur ne représente pas le seul critère pour décider d'utiliser un blindage : la cohésion du terrain, l'environnement proche du chantier et les moyens mis en œuvre sur le

chantier (surcharge liée au poids des engins, vibrations...) peuvent également constituer des causes d'éboulement.

Afin de prévenir les ensevelissements, Il appartient à l'entreprise d'évaluer les risques d'éboulement et de définir dans quelles conditions la tranchée doit être sécurisée, quelle qu'en soit la profondeur.

En complément des études de sol réalisées par le Maître d'Ouvrage, il appartient à l'entreprise de faire réaliser des sondages et des études de sol complémentaires, si nécessaire, sur le tracé de la tranchée.

- ❑ La reprise des fondations en sous-œuvre ne doit être exécutée que par petites portions et au fur et à mesure que les blindages, étrépillons ou étais mis en place, assurent une sécurité suffisante.
- ❑ Dans le cas où les divers éléments du blindage sont assemblés hors de la fouille, la hauteur de ces éléments doit être au moins égale à la profondeur totale de la fouille. Pour éviter tout renversement ou déplacement, le blindage après avoir été descendu dans la fouille, doit être convenablement calé.
- ❑ Afin d'empêcher les chutes de déblais, de matériaux, d'outils ou d'objets de toute nature à l'intérieur des fouilles en tranchée de plus de 1,30m de profondeur, celles-ci doivent être entourées de plinthes d'une hauteur de 15 cm au moins ou comporter un blindage dont les éléments dépassent le niveau du sol de 15 cm.
- ❑ Il est rappelé que des déblais ou du matériel ne peuvent être déposés le long d'une tranchée de plus de 1,30m de profondeur que s'il est possible de ménager une berme d'une largeur de 0,40m au moins. Cette berme doit rester constamment dégagée de tout dépôt.
- ❑ Lorsque des personnes seront appelées à franchir une tranchée de plus 0,40cm de largeur, des moyens de passage doivent être mis en place.
- ❑ **En cas de découverte d'un engin susceptible d'exploser, le travail doit être immédiatement interrompu au voisinage jusqu'à ce que les autorités compétentes aient fait procéder à l'enlèvement de l'engin.**
- ❑ Les parois des fouilles seront généralement instables, ceci nécessitera de travailler par tranches courtes de réseau et de prévoir un blindage des fouilles adapté à la nature du terrain.
- ❑ Le retrait du blindage se fera par couches après compactage.
- ❑ Les terrassements à proximité de constructions existantes devront être menés avec toutes les précautions nécessaires afin de ne pas les déstabiliser.

VRD - PLATEFORME - ESPACES VERTS - CLOTURES

- ❑ Les terrassements seront effectués avec du matériel ou engin maintenu dans un état de fonctionnement. Son entretien et sa fiche de suivie seront tenus à disposition des différents contrôleurs, le personnel chargé de son entretien sera indiqué nominativement ainsi que la qualification qu'il possède. Les pneumatiques font partie des présents contrôles.
- ❑ Le terrassement et procédé d'évacuation des terres seront détaillés dans le PPSPS, notamment le sens de circulation des engins, le nettoyage de fin de journée, la passation des consignes de sécurité, ainsi que la décharge destinataire des déblais. Les voies communales resteront propres, une signalisation à la sortie du chantier sera mise en place selon la réglementation.
- ❑ Les fouilles en tranchées de plus de 1,30m de profondeur et de largeur, égales ou inférieures au deux tiers de la profondeur, doivent, lorsque leurs parois sont verticales ou sensiblement verticales, être blindées, étrépillonnées ou étayées (voir chapitre 3.2.2).
- ❑ Le stockage des terres ne devra pas créer de mares d'eau. Les eaux de ruissellement dans les tranchées et les ouvrages d'assainissement devront être évacuées, aucune rétention d'eau ne sera tolérée sur le chantier.
- ❑ Les élingues pour la pose des tuyaux et/ou éléments préfabriqués seront dimensionnées, adaptées, en parfait état et vérifiées périodiquement

- ❑ L'approvisionnement du chantier se fera au fur et à mesure des besoins du chantier.
- ❑ Les manœuvres des engins ou camions seront sous la responsabilité d'un responsable de manœuvre.
- ❑ Les fouilles restées ouvertes seront ceinturées par un grillage de signalisation. Les regards, dès qu'ils seront posés, seront munis de leur tampon de fermeture.
- ❑ Les fouilles seront remblayées à l'avancement.
- ❑ Tout le personnel travaillant à la pose des tuyaux devra utiliser des moyens mécaniques ou matériels conformément à l'article R.4541-3 du code du travail afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges lourdes. Dans le rayon d'action d'une pelle mécanique le personnel doit porter obligatoirement un casque de chantier.
- ❑ Pendant les travaux de nivellement des matériaux de confection de chaussée avec la niveleuse, l'entreprise mettra en place un responsable de manœuvres pour diriger les engins et les camions d'approvisionnements. Les avertisseurs de recul et les gyrophares des engins et camions seront mis en action.
- ❑ La mise en œuvre des enrobés feront l'objet de mesures de sécurité décrites dans le PPSPS de l'entreprise.

DEMOLITION ET CURAGE :

PREPARATION AVANT TRAVAUX - CALFEUTREMENTS ET PROTECTIONS DIVERSES

- Les différentes zones de chantier seront isolées des parties utilisées par les occupants du bâtiment, par la mise en place de cloisons de chantier constituées de plastiques type polyane, fixés sur un cadre dormant en bois, ces parois devront être étanches à la poussière et rester en place durant toute la phase de travaux de chaque zone concernée.
- Ces cloisons seront judicieusement placées suivant prescriptions du coordonnateur SPS et du chargé de prévention du HRIA.
- Protection par polyane et ruban adhésif sur toutes les portes intérieures et extérieures non modifiées dans le projet ou non concernées par les travaux, y compris colmatage des seuils avec ruban en mousse, papiers journaux ou tous systèmes appropriés pour éviter l'introduction de la poussière dans les locaux non concernés par le projet de réaménagement.
- Ce dispositif sera à maintenir pendant toute la phase démolition/curage.
- Dispositif à renouveler ou renforcer sur constat par les utilisateurs, maître d'ouvrage ou maître d'Œuvre suite à une nuisance avérée.

GROS ŒUVRE

- ❑ Le personnel sera équipé de protections individuelles spécifiques décrites dans le PPSPS.
- ❑ L'entreprise titulaire du marché est responsable de la maintenance des protections collectives pendant la durée du chantier (rappel).
- ❑ L'entreprise titulaire du marché fera en sorte que les garde-corps soient conçus de façon à permettre la pose des garde-corps définitifs sans dépose anticipée.
- ❑ Les rives de l'ensemble des plates-formes ou dallages en béton armé en cours de coffrage et de ferrailage devront comporter des garde-corps réglementaires, il en sera de même pour toutes les trémies d'ouverture en plan ou verticales dans l'ouvrage en cours d'exécution. A chaque fois qu'il sera techniquement possible, l'obturation devra être privilégiée ceci afin d'éviter les chutes de personnes.
- ❑ Les moyens de levage seront conformes à la réglementation en vigueur (voir chapitre 3.5).
- ❑ Les coffrages seront décrits dans le PPSPS ainsi que les équipements, les délais de décoffrage et le choix des moyens et modes de manutention.

Génie civil et travaux divers

- ❑ Les moyens de levage seront conformes à la réglementation (voir chapitre 3.6).
- ❑ Les coffrages seront décrits dans le PPSPS ainsi que les équipements, les délais de décoffrages et le choix des moyens et mode de manutentions.
- ❑ Les élingues pour le levage seront dimensionnées, adaptées, en parfait état et vérifiées périodiquement.
- ❑ L’approvisionnement du chantier se fera au fur et à mesure des besoins du chantier.
- ❑ Les manœuvres des engins ou camions seront sous la responsabilité d’un responsable de manœuvre.
- ❑ Le système de fixation des protections collectives devra être adapté à leur support, à détailler dans les PPSPS.
- ❑ L’entreprise remettra dans son PPSPS, les moyens de levage de ses éléments au sol au droit de sa zone de travail ou d’intervention.
- ❑ Du fait du risque envers les autres participants du chantier, lors des travaux en hauteur ou lors des approvisionnements, les entreprises préciseront également les moyens utilisés pour la prévention et l’avertissement de ce risque.
- ❑ Les zones de stockages seront clairement définies au moyen d’un plan soumis à l’approbation du Maître d’ouvrage ainsi que les moyens de lutte contre l’incendie qui seront prévus et décrits au PPSPS.
- ❑ **Pour les travaux nécessitant des échauffements, prévoir le matériel nécessaire à la sécurité incendie (extincteur, moyen d’alerte, ...). Un permis de feu devra être établi.**
- ❑ La manutention réalisée manuellement doit faire l’objet de toutes les précautions individuelles et collectives. Des mesures de prévention devront être appliquées à cet égard. Les risques seront parfaitement analysés dans le PPSPS des entreprises. Elles prévoiront des moyens mécaniques pour l’aide à la manutention : chariot élévateur, transpalettes, ...
- ❑ L’outillage employé devra être fiable et parfaitement isolé. Les baladeuses, prolongateurs et coffrets électriques devront offrir toutes les garanties de sécurité (protection IP 45 au minimum).
- ❑ **Les entreprises veilleront à ne pas employer de produits dangereux.**
- ❑ Pour éviter les risques présentés par certains produits chimiques dangereux, les entreprises consulteront les fiches de données de sécurité, les notices d’utilisation et les étiquettes (acides de décapage, peintures et leurs diluants, colles et produits ou étanchéité, solvants, détergents)
- ❑ Les entreprises préciseront la position du stockage (extérieur uniquement) des produits toxiques et/ou inflammables ainsi que les moyens nécessaires à la protection du personnel et la lutte contre l’incendie.

CHAUFFAGE - CLIMATISATION - COUVERTURE - ETANCHEITE

- ❑ La manutention réalisée manuellement doit faire l’objet de toutes les précautions individuelles et collectives. Des mesures de prévention devront être appliquées à cet égard.
- ❑ Les risques seront parfaitement analysés dans le PPSPS des entreprises. Elles prévoiront des moyens mécaniques pour l’aide à la manutention : chariot élévateur, transpalettes, etc (article R.4541-3 à R.4541-11 du code du travail).
- ❑ L’outillage employé devra être fiable et parfaitement isolé. Les baladeuses, prolongateurs et coffrets électriques devront offrir toutes les garanties de sécurité (protection IP 45 au minimum).

- ❑ Pour les travaux en hauteur à l'intérieur ou à l'extérieur du bâtiment, utiliser des plate formes individuelles roulantes, des échafaudages ou nacelles télescopiques, baliser au sol la zone de travaux (rappel : échelles et escabeaux interdits comme poste de travail).
- ❑ **Mise en place à l'aide de nacelle, de filets garde-corps sur tout le périmètre de la toiture pour travaux sur toiture.**
- ❑ Toutes ces installations de sécurité seront contrôlées par une note de calcul ou essais à la charge de l'entreprise.
- ❑ Le système de fixation des gardes corps devra être adapté à leur support, à détailler dans le PPSPS de l'entreprise.
- ❑ **Le harnais de sécurité devra être porté lorsque le moindre risque de chute se présentera et qu'il ne pourra être mise en place de protections collectives, le matériel sera au préalable contrôlé, en bon état et sera conforme aux nouvelles réglementations (estampillage CE).**
- ❑ Les entreprises remettront dans leur PPSPS, les moyens de levage de ses éléments au sol au droit de sa zone de travail ou d'intervention (article L4532-9 du code du travail).
- ❑ Du fait du risque envers les autres participants du chantier, lors des travaux en hauteur ou lors des approvisionnements, les entreprises préciseront également les moyens utilisés pour la prévention et l'avertissement de ce risque.
- ❑ Les zones de stockages seront clairement définies au moyen d'un plan soumis à l'approbation du Maître d'ouvrage ainsi que les moyens de lutte contre l'incendie qui seront prévus et décrit au PPSPS.
- ❑ Pour les travaux nécessitant des échauffements : prévoir le matériel nécessaire à la sécurité incendie (extincteur, moyen d'alerte, etc). **Un permis de feu devra être établi.**
- ❑ Toutes précautions seront prises lors du stockage d'éléments sur la toiture afin d'éviter tout risque d'effondrement.
- ❑ Elles remettront dans leur PPSPS la position éventuelle du stockage de propane ou tout autre gaz, ainsi que l'implantation des postes de chauffage.
- ❑ Les manutentions depuis le sol jusqu'à la toiture du bâtiment seront assurées par la ou les grues dont l'entrepreneur exécutant aura la responsabilité de direction, toutes mesures nécessaires étant prises pour empêcher la projection de matière et de matériaux pendant les travaux d'approvisionnement.
- ❑ En cas de vent forts (60km/h) les travaux sur la toiture devront être évités et suspendus. (Consultation des prévisions météo).
- ❑ Les plates-formes ou nacelles élévatrices feront l'objet d'un contrôle de levage en cours de validité de 6 mois au maximum.

MENUISERIE EXTERIEURES - MENUISERIES INTERIEURES - PLATRERIE - PLAFONDS - METALLERIE - SERRURERIE - PLOMBERIE

- ❑ La manutention réalisée manuellement doit faire l'objet de toutes les précautions individuelles et collectives. Des mesures de prévention devront être appliquées à cet égard.
- ❑ Les risques seront parfaitement analysés dans le PPSPS des entreprises. Elles prévoiront des moyens mécaniques pour l'aide à la manutention : chariot élévateur, transpalettes, etc (**article R.4541-3 à R.4541-11 du code du travail**).
- ❑ L'outillage employé devra être fiable et parfaitement isolé. Les baladeuses, prolongateurs et coffrets électriques devront offrir toutes les garanties de sécurité (protection IP 45 au minimum).
- ❑ Pour les travaux nécessitant des échauffements : prévoir le matériel nécessaire à la sécurité incendie (extincteur, moyen d'alerte, etc). **Un permis de feu devra être établi.**

- ❑ Pour les travaux en hauteur à l'intérieur ou à l'extérieur du bâtiment, utiliser des plate formes individuelles roulantes, des échafaudages ou nacelles télescopiques, baliser au sol la zone de travaux (échelles interdites comme poste de travail - rappel).
- ❑ **Mise en place, à l'aide de nacelle, de filet garde corps sur tout le périmètre de la toiture pour travaux sur toiture.**

ELECTRICITÉ COURANT FAIBLE, COURANT FORT - DETECTION INCENDIE

- ❑ Le branchement provisoire électrique est à la charge du lot ELECTRICITE et fera l'objet d'un PV de réception.
- ❑ Le lot ELECTRICITE doit la mise en place des coffrets de distribution provisoire de chantier (tableau avec 6 prises) ainsi que leurs raccordements sur les installations existantes. Le nombre de coffret permettra d'éviter l'utilisation de rallonges électriques de plus de 25 ml.
- ❑ Les coffrets seront suspendus ou sur pieds et n'entraveront en aucun cas les cheminements du personnel intervenant sur site.
- ❑ Les coffrets seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra y accéder.
- ❑ L'éclairage des zones sombres et des circulations à raccorder sur l'interrupteur général du chantier sera à la charge du lot ELECTRICITE et sera conforme à la réglementation en vigueur.
- ❑ Chaque entreprise aura à sa charge la mise en place de l'éclairage de ses postes de travail.
- ❑ Les installations électriques feront l'objet des contrôles prévus par la réglementation en vigueur, effectués par un organisme de contrôle agréé, à la charge de l'entreprise titulaire du marché, après installation, et à la suite de chaque modification et transfert.
- ❑ Les électriciens devront avoir toutes les qualifications requises pour les postes de travail qu'ils auront à tenir et notamment lors des tests et essais pratiqués avec le courant de chantier provisoire ou les mises en service définitives (décret du 14.11.1988).
- ❑ Le personnel devra posséder les titres d'habilitation électrique sur chantier (UTE C18-510), les titres seront annexés au PPSPS de l'entreprise. Ils sont symbolisés par une lettre et un chiffre.
- ❑ L'électricité est à l'origine d'accidents du travail graves, voire mortels ; il convient donc de connaître le matériel et les principes de sécurité qui se rattachent à ce risque.

Dans son PPSPS, l'entreprise précisera :

- Le matériel électrique utilisé : degré de protection et la classe (type d'isolation et sa liaison à la terre).
- Le matériel spécifique utilisé : baladeuses, prolongateurs, coffrets électriques, dispositifs différentiels portatifs 30mA.
- Le type de protection différentielle mise en oeuvre.
- La mise en place de moyens d'élévation normalisés du personnel.
- Dans la mesure où des interventions en toiture seront nécessaires, celles-ci devront être effectuées en présence de protections collectives.
- Le mode opératoire retenu pour le stockage des matériels et matériels en toiture (VMC).
- La consignation en cas de remise partielle sous tension.

- ⇒ Concernant particulièrement la détection incendie, toutes les installations d'extinction doivent être signalées et visibles de loin avec la mise en place d'une signalétique incendie spécifique. Les dispositifs non automatiques (extincteurs, ...) doivent impérativement rester libre d'accès et facilement utilisable.

- ❑ **Pour les travaux en hauteur voir les recommandations ci-dessus au chapitre 2.5.1**

REVETEMENTS DE SOLS - CARRELAGES - PEINTURE

- ❑ **Les entreprises veilleront à ne pas employer de produits dangereux.**
- ❑ Pour éviter les risques présentés par certains produits chimiques dangereux, les entreprises consulteront les fiches de données de sécurité, les notices d'utilisation et les étiquettes (acides de décapage, peintures et leurs diluants, colles et produits ou étanchéité, solvants, détergents).
- ❑ L'entreprise doit prévoir la protection des biens et des personnes lors de ces opérations de projection. Le mode de déplacement et d'installation des appareils à projection nécessitant la dépose de protection collectives ne doit se faire que sur la demande au Maître d'Oeuvre (réunion de chantier).
- ❑ Les entreprises baliseront les zones de travaux.
- ❑ Les entreprises préciseront la position du stockage (extérieur uniquement) de ses produits toxiques et/ou inflammables ainsi que les moyens nécessaires à la protection du personnel et la lutte contre l'incendie.
- ❑ Pour les travaux en hauteur voir les recommandations ci-dessus.

TRAVAUX EN ZONES CONFINÉES (VIDES SANITAIRES - CAVES, GALERIES LONGUES ET ETROITES, CONDUITES, PUITs, ...)

L'espace confiné est dangereux car il contient une atmosphère qui ne se renouvelle pas facilement.

PRINCIPAUX RISQUES

La majorité des accidents, souvent graves voire mortels, qui surviennent lors d'interventions en espaces confinés est liée à une **atmosphère déficiente en oxygène**, à la **présence de gaz ou de vapeurs toxiques** ou encore à une explosion ou à un incendie. Ce seront donc les premiers risques à évaluer dans le cadre de l'élaboration d'une procédure de travail.

En outre, il faut être conscient qu'il y aura souvent un **problème lié à la difficulté de porter secours à une victime ou d'évacuer une victime, en particulier si la voie d'accès est restreinte** ou si la topographie du site est défavorable (faible hauteur, exigüité), si l'éclairage est insuffisant, si les lieux sont encombrés... Or la vitesse d'intervention des secours est primordiale lorsqu'il y a une intoxication par des produits neurotoxiques, syndrome de détresse respiratoire aigüe, insuffisance cardiaque....

Une attention particulière devra donc être apportée à l'élaboration du plan d'intervention des secours en cas d'accident.

PRINCIPALES CAUSES DES ACCIDENTS

- Une analyse des risques inexistante ou insuffisante ;
- Un défaut de communication d'informations entre entreprises utilisatrices et entreprises intervenantes. Certains risques liés au process ou à l'installation peuvent ne pas être connus par les opérateurs qui assurent la maintenance ;
- Des risques non identifiés de réactions chimiques entre substances incompatibles ou de fermentation anaérobie des déchets végétaux, animaux, ménagers, boues...
- Une insuffisance du contrôle d'atmosphère avant et pendant l'intervention ;
- Des consignations ou des mises en sécurité d'installations inadaptées ;
- Des équipements de protection inadaptés ;
- Un manque de communication entre opérateurs ;
- Une insuffisance d'encadrement et de suivi des travaux ;
- Une formation insuffisante du personnel évoluant à proximité de tels espaces ou intervenant dans ces espaces ;

- Une absence de procédures concernant les mesures à prendre en cas d'incident ou d'accident.

Les défauts d'organisation, de consignation, de préparation des interventions, la mauvaise connaissance de l'état des installations ou l'usage d'outils inadaptés favorisent les accidents.

PREVENTION DES RISQUES

L'identification et la prévention de ces risques nécessitent :

- une véritable analyse préalable,
- une bonne connaissance des procédés mis en œuvre ou des matières que l'on peut trouver dans les espaces confinés ainsi que des réactions chimiques ou biologiques auxquelles ces matières peuvent donner naissance,
- et enfin une reconnaissance des lieux.

Cette analyse doit aussi tenir compte des conditions particulières créées par l'intervention ou les travaux.

En outre, la nécessité de faire pénétrer des personnes dans des lieux exigus et mal ventilés doit impérativement attirer l'attention des donneurs d'ordres et du personnel d'encadrement des entreprises intervenantes sur l'importance de cette analyse pour définir et arrêter les mesures de prévention et de protection appropriées.

Les conclusions de cette démarche préalable doivent permettre d'informer les sous-traitants et le personnel d'intervention concernés.

Pour que les travaux se déroulent dans de bonnes conditions, cela suppose que :

- un **responsable** soit désigné,
- un **plan de prévention** de tous les risques (appauvrissement en oxygène, gaz délétères, atmosphère explosive, noyade, ensevelissement...) soit établi,
- des **procédures spécifiques d'intervention en espaces confinés** soient mises au point,
- des **instructions adaptées** soient arrêtées et explicitées aux intervenants,
- un surveillant extérieur soit désigné et une bonne coordination des travaux dans l'espace et dans le temps soit assurée en tenant compte du fait que les intervenants peuvent ne pas être en contact visuel avec l'extérieur,
- les installations ou les équipements dangereux soient **consignés**,
- une **aération ou une ventilation renforcée** soit mise en place,
- les intervenants disposent tous de détecteurs de gaz avec alarme, fiables, régulièrement étalonnés et contrôlés,
- les intervenants disposent de **moyens de protection adaptés** (masques auto-sauveteurs, appareils respiratoires isolants autonomes à circuit ouvert, dispositifs de protection contre les chutes de hauteur...),
- le **bon fonctionnement de tous les équipements de protection ou de contrôle** soit vérifié avant l'opération,
- les **intervenants soient formés** et aient reçu une **autorisation de travail en espaces confinés**,
- un **permis de pénétrer** dans l'espace d'intervention ait été établi, informant en particulier les intervenants des dangers inhérents aux installations et aux matières ainsi qu'à la configuration particulière des lieux,
- les **mesures à prendre en cas d'incident ou d'accident** soient arrêtées et communiquées aux intervenants.

Pour toutes les interventions dans un espace confiné, le rôle de l'encadrement est essentiel pour limiter les risques. Il doit être impliqué dans l'ensemble des opérations, de la préparation de l'intervention jusqu'à son achèvement, déconsignation et remise en service des installations comprises.

L'intervention sera planifiée, avec vérification de la disponibilité et du bon état du matériel. L'opération ne sera confiée qu'à des intervenants formés et compétents avec une procédure adaptée au type de travail à effectuer et aux contraintes dans lesquelles il devra être effectué.

L'entreprise adoptera une procédure de travail qui doit a minima :

- Définir les espaces confinés auxquels elle s'applique,
- Rappeler qu'il est interdit à toute personne ne disposant pas d'une autorisation individuelle de pénétrer dans un espace confiné,
- Rappeler que toute intervention est subordonnée à la délivrance d'un permis de travail par un responsable autorisé et que ce permis devra être validé par le responsable de l'opération avant toute entrée dans l'espace confiné,
- Préciser la signalisation et l'aménagement sécuritaire de la zone de travail (protection d'accès),
- Préciser les règles concernant la détection des gaz,
 - Personne qualifiée,
 - Méthode et fréquence d'étalonnage des détecteurs,
 - Méthode à suivre pour effectuer les tests,
 - Interprétation des résultats et procédures à appliquer.
- Les opérations de consignation,
 - Sources d'énergie,
 - Arrivée de fluides.
- Les opérations de nettoyage et de purge à réaliser préalablement à toute entrée,
- La ventilation à mettre en œuvre,
 - Type et puissance du ou des ventilateurs, emplacements,
 - Débit d'air requis durant les travaux.
- Les équipements de protection individuelle qui devront être utilisés et rappeler l'obligation d'utilisation et de signalisation de matériel défectueux,
- Vérifier le bon fonctionnement du détecteur gaz (autotest, charge de la batterie),
- Vérifier le bon état de l'auto-sauveteur,
- Faire une détection avec le détecteur gaz dans l'ouvrage au point le plus bas (à l'aide d'une corde) et à chaque palier pendant 3 minutes,
 - si alarme (danger) ne pas descendre,
 - si aucun danger, l'intervenant peut descendre avec le détecteur gaz en marche, et l'auto-sauveteur sur lui.
- Rappeler l'obligation d'un surveillant ainsi que son rôle et son autorité,
- Préciser les moyens de communication entre :
 - Le surveillant et les personnes à l'intérieur de l'ouvrage,
 - Le surveillant et les services de secours (au sens large).
- Les règles à respecter pour le travail par point chaud et pour le travail en présence de poussières combustibles,
- La procédure de sauvetage et d'intervention des secours.
- Si risque de chute (accès non sécurisé ou dangereux - échelle en mauvais état) utiliser une potence, un stop chute, un harnais.

- Ne pas descendre si l'utilisation du harnais et de la potence est impossible, et si l'accès est dangereux.

ROLE DU SURVEILLANT

Un agent (dont les compétences requises et les coordonnées seront précisées dans le PPSPS de l'entreprise intervenant sur chantier) sera désigné pour assurer la surveillance depuis l'extérieur ainsi que pour faire respecter les consignes spécifiques pour ces interventions. A l'aide des instructions figurant sur le permis de pénétrer dans la zone d'intervention, il doit notamment vérifier que :

- Tous les équipements de sécurité qui y sont mentionnés sont présents et en état de fonctionnement ;
- Le balisage de la zone d'intervention a été réalisé ;
- L'aération a été réalisée et les dispositifs de ventilation ont été installés, mis en route et ont fonctionné pendant la durée prévue ;
- Les contrôles d'atmosphère ont été réalisés et n'ont pas mis en évidence d'atmosphère dangereuse ;
- Les équipements destinés à prévenir les chutes de hauteur sont opérationnels ;
- Les personnes pénétrant dans l'espace confiné sont équipées de l'ensemble des moyens de protection individuelle nécessaires à l'intervention.

Pendant toute la durée de l'intervention, le surveillant :

- assure la surveillance permanente des intervenants depuis l'extérieur, par l'entremise de moyens de communication ou de moyens d'alerte appropriés ;
- est en liaison permanente avec les intervenants et leur donne l'ordre d'évacuation s'il est informé d'un problème ou s'il constate une défaillance du matériel de ventilation ;
- dispose des moyens nécessaires pour donner l'ordre d'évacuation et appeler les secours ;
- est en permanence et à l'exclusion de toute autre activité affecté à cette mission ;
- ne pénètre en aucune circonstance dans l'espace confiné.

Il connaît et sait mettre en œuvre les procédures de sauvetage. Il a reçu une formation spécifique et traçable pour sa mission

3.4 - MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE ET/OU DU PLOMB

INTERVENTION SUR DES MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE :

Lors des travaux de démolition et réhabilitation, les produits amiantés ne peuvent pas être déposés par une entreprise non certifiée.

L'entreprise sera en possession des diagnostics amiante avant travaux (à fournir par le M.O.)

Rapport de mission de repérage amiante avant travaux et constat de risque d'exposition au plomb du bâtiment 0012 n° DV24080106 du 25/09/2024.

Rappel : le retrait de matériaux contenant de l'amiante doit être réalisé par une entreprise qualifiée et certifiée qui rédigera un plan de retrait accepté par les organismes de prévention : IT, CARSAT, OPPBTP (une copie du plan de retrait et de la lettre d'envoi recommandée à l'IT devra être adressée au coordonateur SPS avant démarrage des travaux).

La méthodologie d'intervention de ce plan de retrait accepté par l'IT sera suivie à la lettre par l'entreprise de désamiantage. L'entreprise adjudicataire devra respecter les dispositions suivantes :

En tant qu'employeur, elle devra respecter la réglementation spécifique concernant le risque d'exposition à l'amiante, codifiée en articles R.4412-94 à R.4412-148 dans le Code du travail, et plus particulièrement :

- R.4412-125 à R.4412-143 : travaux d'encapsulage et de retrait d'amiante ou d'articles en contenant (sous-section 3) ;
- R.4412-144 à R.4412-148 : interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante (sous-section 4).
- Cette réglementation s'inscrit dans la réglementation générale du risque chimique, codifiée aux articles R.4412-1 à R.4412-93.
 - Dispositions applicables en fin de travaux (articles R4412-134 à R4412-135 du code du travail)
 - Le personnel aura la formation (articles R4412-136 à R4412-137 du code du travail)
 - Respecter le champ d'application (article R4412-19 du code du travail) ainsi que les dispositions préalables à chaque intervention (articles R4412-143 à R4412-148 du code du travail).
 - Contrôle des niveaux d'empoussièrement en début, pendant et en fin de chantier (articles R4412-105 à R4412-109 du code du travail).

Le personnel des entreprises devra être habilité à ce type de risque. Il doit posséder une **attestation de compétence à la prévention du risque Amiante sous-section 4 ou sous section 3.**

Les travaux seront réalisés selon l'article R4532-46 Décret N°2008-244 du 7 mars 2008. Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus aux articles R.1334-22, R.1334-27 et R.1334-28 du code de la santé publique sont joints à la consultation.

Lors des travaux de démolition, ces produits amiantés devront être séparés des autres gravats. De manière générale, ces déchets et produits doivent être manipulés et transportés avec toutes les précautions permettant de conserver leur intégrité et d'éviter la formation de débris et d'éléments susceptibles de libérer des fibres.

PLOMB :

Un rapport issu du diagnostic/contrôle plomb avant travaux sera mis à disposition de toutes les entreprises intervenant sur le chantier par le Maître d'Ouvrage, afin de permettre à l'entreprise de choisir la meilleure manière d'opérer afin de protéger la santé de ses salariés.

3.5 - Circulation ou déplacement sur le chantier

1) Dispositions Générales

- ❑ Pour la réalisation technique de son chantier, suivant l'évolution de son planning d'exécution, **l'entreprise titulaire du marché** proposera au Maître d'oeuvre et au Coordonnateur SPS, dès la phase préparation, **les dispositions qu'elle aura retenues** :
 - Guidage des piétons.
 - Conditions d'accès aux zones traversées.
 - Traversées des zones d'évolution des engins.
- ❑ Toutes ses dispositions **sont à la charge de l'entreprise titulaire du marché.**

2) Points particuliers des stockages

- ❑ L'approvisionnement doit se réaliser suivant le planning et l'avancement des travaux. Un plan de stockage des matériaux sera proposé par l'entreprise titulaire du marché au Maître d'oeuvre et au Coordonnateur SPS.

3) Règles de circulation

- Respecter le code de la route sauf dérogation de règles spéciales, applicables au besoin du chantier.
- ❑ **Pour engins de production, camions et véhicules de service :**
 - Pour entrer et sortir, utiliser les accès prévus.
 - Adapter sa vitesse au type d'engin utilisé et à sa charge.
 - Circuler à droite.
 - Obligation absolue de maintenir en permanence les accès aux services de secours médical ou incendie.
 - Les camions ne pourront pas circuler sans que la benne soit baissée sur le châssis.
 - Pour toute manœuvre et notamment de recul, dans des conditions de visibilité insuffisante ou à proximité d'un point singulier (crête de talus, fouille en tranchée, ...) un ou plusieurs signaleurs doivent assister le conducteur et prévenir les travailleurs survenant dans la zone où évolue le véhicule ou l'engin. Le code de commandement adopté par l'entreprise doit être porté à la connaissance du personnel.
 - Les zones de déchargement seront horizontales afin d'éliminer tout risque de basculement.
 - Tout conducteur est soumis aux règles de circulation des piétons dès qu'il descend de son engin ou véhicule.
 - Par temps sec, prévoir l'arrosage régulier des pistes afin d'éviter la poussière et de maintenir une bonne visibilité.
 - Les pistes d'accès devront être entretenues et nivelées.
 - Respecter le balisage et/ou la signalisation.
- ❑ **Pour les piétons :**
 - Accès interdit à toute personne étrangère au chantier (et non accompagné par une personne habilitée).

- Respect du balisage et/ou de la signalisation en place et emprunt des accès et cheminement réservés aux piétons.
- Interdiction de circuler à pied sur les pistes ouvertes à la production ou dans les zones d'évolution des engins sauf pour y assurer une tâche de signaleur.
- Le transport groupé du personnel se fera à bord d'un véhicule aménagé à cet effet, conformément aux prescriptions du code de la route.

3.6 - Conditions de manutention des différents matériaux et matériels

1) AUTORISATIONS DE CONDUITE

- ❑ La conduite des véhicules ou engins ne pourra être confiée qu'à des personnes reconnues aptes médicalement. Ils seront munis obligatoirement :

- **D'un permis de conduire** correspondant à la catégorie du véhicule immatriculé.
- **D'une autorisation de conduite** correspondante à la catégorie d'engins suivant la recommandation n°135 du CNT-BTP

- ❑ Le matériel ou les engins divers, utilisés ou présents sur le site seront référencés individuellement et maintenus dans un parfait état de marche. Leur entretien sera réalisé par une personne qualifiée dont le nom sera précisé sur le carnet d'entretien. Les pneumatiques font partie des présents contrôles.

2) APPROVISIONNEMENT DES MATERIAUX

- ❑ Ils seront définis et organisés dans le PPSPS des entreprises (voir points particuliers des stockages ci-dessus Chapitre 3.5.2).

3) EMPLOI D'UN ENGIN DE LEVAGE - MOYEN DE LEVAGE ET MANUTENTION

a) Choix du matériel

- ❑ **Tenir compte des éléments suivants :**
 - Le poids des charges à élever ou à descendre.
 - Leurs portées pour certains appareils.
 - Leurs dimensions.
 - La hauteur sous crochet nécessaire avec les accessoires de levage.
 - L'état de la surface d'appui (accès, installation, pente et dévers, obstacles, ...).
- ❑ **Exiger pour l'appareil et pour les accessoires de levage :**
 - La conformité à la réglementation en vigueur (avec marquage CE et attestation de conformité le cas échéant, nom du fabricant, désignation du type, charge maximale d'utilisation (tableau de charges, etc).
 - La remise d'une notice d'instruction en français.
 - Les vérifications nécessaires (aptitude à l'emploi).
 - La formation éventuelle des opérateurs.

b) Les différentes vérifications

- ❑ Le chef d'entreprise doit faire effectuer ou s'assurer **avant utilisation** que les différentes vérifications ont bien été faites.

Ces vérifications sont à faire :

- ❑ A la mise en service (tenir compte des vérifications faites ou non faites par le fournisseur ou loueur).
- ❑ Suivant une périodicité (entretien).
- ❑ A la remise en service, c'est-à-dire en cas de changement de site d'exploitation ou des conditions d'utilisation sur un même site, lors d'un démontage suivi d'un remontage, lors d'un remplacement, d'une réparation ou d'une transformation intéressant un organe essentiel ou à la suite d'un accident provoqué par la défaillance d'un organe essentiel.
- ❑ Les vérifications réalisées (tous les 6 mois pour les matériels de levage) par un organisme de prévention, doivent être consignées sur le registre des appareils de levage à disposition sur le lieu d'utilisation.
- ❑ Pour les appareils mobiles, le compte-rendu de la dernière vérification doit se trouver dans la cabine de la machine.
- ❑ L'entreprise devra présenter dans son PPSPS les modalités de préparation et d'implantation des appareils de manutentions mobiles. Les responsables de manœuvres devront avoir suivi les formations appropriées et devront prendre toutes les dispositions de sécurité contre la chute des personnes lors de la manutention.

4) Manutention manuelle (Article R 4541-3 du code du travail)

- ❑ Une formation essentiellement à caractère pratique doit être donnée sur les gestes et postures à adopter pour la réalisation en sécurité des manutentions.
- ❑ Elle doit faire l'objet de toutes dispositions et précautions individuelles et collectives. La méthode, ainsi que le type de protection utilisé, seront consignés dans le PPSPS.
- ❑ Dans la mesure du possible, l'employeur prendra les mesures d'organisation appropriées ou mettre à la disposition des travailleurs les moyens adaptés, si nécessaire en combinant leurs effets, de façon à limiter l'effort physique et réduire le risque encouru lors de ces opérations.
- ❑ Les matériaux seront conditionnés de préférence en palettes, conteneurs ou fardeaux assemblés.
- ❑ Les câbles, tire-forts, chaînes, cordes, élingues, crochets servant au chargement ou au déchargement seront :
 - Réglementaires, normalisés et adaptés.
 - Sans hernie, étranglement, déformation, ni nœud.
 - Sans toron cassé, ou médaillon déformé.
 - Le raccordement, les épissures et nœuds d'amarrage seront réalisés par un organisme spécialisé.
 - Avec crochet ne permettant pas le décrochage accidentel des fardeaux.

3.7 - Aménagement des zones de stockage et entreposage des différents matériaux, en particulier les matières ou substances dangereuses

- ❑ Ces zones seront soumises à l'agrément du Maître d'oeuvre et du Coordonnateur SPS, et portées sur l'avant projet du plan d'installation de chantier (PIC).
- ❑ Un emplacement délimité sera prévu pour le stockage de chaque lot. Si la maintenance des engins est prévue sur site, une aire étanche sera réalisée par l'utilisateur en vu du stockage des carburants, huiles, vidange des moteurs.
- ❑ Le stockage des hydrocarbures est interdit en dehors des zones spécialement aménagées.

3.8 - Elimination ou évacuation des déchets et des décombres

- ❑ Chaque entreprise est responsable du nettoyage de ses gravats (voir chapitre 2.8 et 2.10).
- ❑ Les déchets de produits traités aux liants hydrocarbonés seront évacués aux décharges contrôlées.
- ❑ **Il ne sera pas toléré de décharge « sauvage » ni de « brûlage » sur le chantier.**

3.9 - Condition d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés

- ❑ Une entreprise mettant en oeuvre des matériaux dangereux doit le signaler dans son PPSPS en indiquant les risques créés par les matériaux (joindre les fiches de données de sécurité).
- ❑ L'entreprise est responsable de l'enlèvement de tout excédent ou déchet des matériaux mis en oeuvre.

3.10 - Utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale (Articles L4531-1 à L4531-3 du code du travail)

1) Protections collectives :

- ❑ L'attention des entreprises est attirée par l'avantage présenté par les procédés de construction intégrant la sécurité ou permettant de l'intégrer.

Trois grands principes règlent l'organisation de la sécurité sur le chantier :

- 1) Chaque entreprise est responsable de la sécurité de ses salariés.**
 - 2) La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises demande que l'entreprise de gros oeuvre soit chargée de la mise en place et de la maintenance des protections collectives durant toute la durée du chantier.**
 - 3) Priorité sera donnée aux installations de protections définitives par rapport aux installations provisoires.**
- ❑ Les protections collectives contre le risque de chute des personnes et des objets en tous points, devront être installées, selon l'évolution du chantier, là où elles s'avéreront nécessaires.
 - ❑ Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, devra s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'était pas le cas, il aura à sa charge et à ses frais, la mise en place

de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection de son personnel, ainsi que le maintien des dispositions nouvelles.

- ❑ Les modifications seront alors soumises à l'accord du Coordonnateur SPS, sous forme d'un additif au PPSPS.
- ❑ **Toutes ces dispositions de protections collectives seront maintenues, entretenues et régulièrement vérifiées par l'entreprise titulaire du marché qui en est responsable pendant la durée du chantier.**
- ❑ Les protections, autres que celles prévues par les PPSPS des entreprises, pourront être décidées soit par l'application de la réglementation, soit par le Maître d'ouvrage et/ou le Coordonnateur SPS.
- ❑ A cet effet, il est important de lire l'article 22 du décret n° 65-48 du 8 Janvier 1965 modifié par le décret du 6 mai 1995.
- ❑ De manière à éviter une dépose anticipée des protections collectives, l'entreprise mandataire devra installer ses différents dispositifs de sécurité (garde-corps, protection des trémies, etc) en tenant compte des méthodes de travail, ainsi que de l'emplacement des ouvrages réalisés par les autres entreprises ou autres corps d'états.
- ❑ Le Maître d'ouvrage et le Maître d'oeuvre se réservent le droit, en cas de défaillance d'une entreprise, de faire appel à une entreprise du chantier ou extérieure, pour remettre en place ou en état les protections collectives aux frais de l'entreprise défaillante.

2) Poste de travail isolé :

- ❑ L'entrepreneur organisera ses travaux, ou opérations de maintenance des équipements de travail, de manière qu'un poste de travail ne comporte pas moins de deux personnes. Tout travailleur, dont le poste sera isolé du reste de l'entreprise ou de l'équipe devra faire l'objet d'une surveillance directe (champ de vision) ou indirecte (moyen de communication).

En cas d'impossibilité avérée (auquel cas prévenir le MO, le Moe et le CSPS), des mesures spécifiques en fonction des contraintes du site sont à prendre par l'entreprise, avec par ordre de priorité :

- la présence d'un surveillant de travaux ;
- la fourniture d'un Dispositif d'Alarme pour Travailleur Isolé (DATI) ou Protection du Travailleur Isolé (PTI) ;
- la mise en place d'une procédure d'alerte (appel téléphonique de l'entreprise par le travailleur isolé au début et en fin de poste, visite systématique et périodique par un agent de l'établissement ou un gardien...).

L'entreprise tiendra compte de ces mesures pour la poursuite de ses travaux et en aucun cas ne pourra justifier ce poste de travail isolé par la présence d'autres entreprises sur site. Ces dernières peuvent être amenées à quitter les lieux à tous moments pour des raisons qui leur sont propres ...

3) Accès provisoires :

- ❑ **L'entreprise titulaire du marché devra assurer pendant toute la durée du chantier, l'entretien et le nettoyage des voies publiques franchies ou sur lesquelles ces accès se raccordent.**
- ❑ Elle devra assurer la signalisation et le pilotage aux points de liaison avec les voies publiques.

4) Installation électrique, téléphone, branchements d'eau et d'électricité du chantier :

A la charge de l'entreprise titulaire du marché :

- ❑ L'installation des réseaux provisoires nécessaire à la base vie : électricité, eau potable, téléphone et raccordement eaux usées.
- ❑ Branchement et comptages de chantier en limite de propriété eau potable, électricité basse tension inclus protection de tête, téléphone, fax.
- ❑ L'entreprise prévoira depuis son tableau électrique principal l'alimentation et l'éclairage provisoire réglementaire de tous les locaux, locaux borgnes, vides sanitaires ainsi que les déplacements et adaptations nécessaires suivant avancement.
- ❑ Installation de coffrets électriques de chantier avec cinq prises, munis d'arrêt « coup de poing » et d'une protection 30 ma (minimum 1 par étage). Ils seront disposés afin d'éviter des longueurs de rallonge de + de 25 m.
- ❑ Un certificat de conformité de l'installation électrique devra être fourni.

3.11 - Mesures prises en matière d'interaction sur le site

- ❑ Si la nécessité se faisait jour d'interventions superposées de salariés d'une même ou de plusieurs entreprises, des protections adaptées devraient être mises en place. Une étude devrait être faite dans les PPSPS et soumise au Coordonnateur SPS.
- ❑ Il en est de même concernant les problèmes de modification de planning.

IV - SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

4.1 Généralités

- ❑ Les interférences seront traitées au fur et à mesure par le Coordonnateur SPS qui provoquera éventuellement une réunion avec les exploitants.
- ❑ A cet effet, toutes les protections tant ambiantes (poussières), physiques (clôtures), qu'environnementales (bruits) seront étudiées avec soin. Des mesures indispensables envers ces nuisances seront instituées par le Coordonnateur SPS aux frais des entreprises fautives.

4.2 Travaux sous circulation - signalisation :

La signalisation routière est à la charge des entreprises intervenantes sous circulation ou sur domaine public qui doivent l'adapter en fonction de l'évolution du chantier et la maintenir sur toute section hors zones travaux.

- ❑ La signalisation devra être conforme à la réglementation en vigueur.
- ❑ Avant de commencer un travail sur route circulée ou même en bordure de chaussée, mettre en place le balisage et les panneaux de signalisation temporaires de chantier.
- ❑ Pour être efficace la signalisation doit être :
 - **Adaptée**
 - **Cohérente**
 - **Crédible**
 - **Lisible**
- ❑ Un plan d'implantation de signalisation sera proposé dans le PPSPS et soumis au Coordonnateur.
- ❑ Les panneaux doivent rester propres, en bon état et de dimensions réglementaires.

4.3 Autres intervenants et autres concessionnaires

- ❑ Dans le cadre de ces travaux, d'autres intervenants (les concessionnaires en particulier) pourront intervenir sur ce chantier.
- ❑ Ils réaliseront leur chantier en tenant compte des nouvelles dispositions de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil issues de la loi n° 14.18 du 31.12.1993, portant transposition de la directive du Conseil des Communautés Européennes n° 92.57 du 24.06.1992 et définies par les décrets du 26.12.1994 et du 4 et 6 mai 1995.
- ❑ En particulier, les intervenants se concerteront pour prévenir les risques résultant de l'interférence de leurs interventions, selon l'article L 4531-3 de la loi n°14.18 du 31.12.1993. A ce titre ce P.G.C.S.P.S sera remis aux éventuels intervenants.

V - MESURES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT (Articles L4611-1 à L4611-8 du code du travail).

5.1 - Hygiène et conditions d'hébergement

- ❑ **La base vie sera mise en place par l'entreprise titulaire du marché.**
- ❑ **L'entreprise titulaire du marché** sera chargée de faire nettoyer les installations de chantier et ce, une fois par jour. Les ingrédients seront approvisionnés au fur et à mesure des besoins du chantier.
- ❑ Les bureaux, vestiaires, sanitaires seront obligatoirement desservis par des cheminements balisés et parfaitement dégagés de toute contrainte des travaux ou livraisons.
- ❑ Leur balisage et leur maintien seront obligatoires et **à la charge de l'entreprise titulaire du marché.**
- ❑ Un registre d'observations doit être mis à la disposition des salariés pour qu'ils puissent, le cas échéant, y consigner leurs observations en ce qui concerne l'état du matériel et des installations, l'existence des causes susceptibles d'en compromettre la solidité, et l'application des dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité sur les chantiers.
- ❑ Ce registre doit être tenu à la disposition des services de la CARSAT de l'OPPBTP et de l'Inspection du Travail (art.24 décret du 08.01.1965 modifié par le décret du 06.05.1995).

5.2 - Protection contre les eaux :

- ❑ L'entreprise doit assurer à ses frais la protection de son chantier et de ses installations contre les eaux de toute nature et de toute origine et en assurer l'évacuation, par tous moyen et ouvrages nécessaires et prendre toutes les mesures pour éviter les pollutions.

VI - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU D'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DU PERSONNEL AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE

6.1 - Généralités

- ❑ Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'incendie, d'inondation, d'éboulement, de la présence d'un risque électrique ou d'une fuite de gaz doivent figurer sur le PPSPS et être affichées dans les locaux de la base vie **par le titulaire titulaire du marché.**
- ❑ Le Coordonnateur SPS devra être informé de tout accident ou incident immédiatement après les faits. L'inspecteur du travail, la CARSAT et L'OPPBTP devront également être avisés dans les 48 heures.
- ❑ **L'entreprise titulaire du marché** devra afficher près du téléphone de chantier les différents appels d'urgences.

6.2 - Sauveteurs Secouristes du travail et premiers soins

- ❑ Dans chaque atelier où sont effectués des travaux dangereux, dans chaque chantier occupant 20 personnes au moins pendant plus de 15 jours où sont effectués des travaux dangereux, un membre du personnel doit avoir reçu obligatoirement l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence (Art.L4611-1 à L4611-8 du code du travail).
- ❑ Au-delà de cette obligation réglementaire, et compte tenu du chantier, il est important que chaque entreprise doive avoir formé ou recyclé des sauveteurs secouristes du travail, environ 2 pour 10 personnes.
- ❑ Les sauveteurs secouristes du travail devront être identifiables aisément par une marque de reconnaissance (badge, couleur du casque, marque sur la tenue de travail, etc.).
- ❑ A noter que **tout salarié doit être préparé sur la conduite à tenir en cas d'accident ou de sinistre** dans le cadre de la formation à la sécurité.
- ❑ Chaque entreprise, dès qu'elle sera désignée, remettra au Coordonnateur SPS la liste de ses secouristes qu'elle affichera dans son bungalow, bureau et réfectoire.
- ❑ Chaque atelier de travail devra disposer d'une trousse de premiers soins dont le contenu sera adapté par le médecin du travail en fonction des risques du chantier et du niveau de formation des secouristes. Les salariés seront informés de l'emplacement où ces trousses sont entreposées.

6.3 - Renseignements pratiques pour déclenchement des secours extérieurs :

- ❑ Un poste téléphonique demeurant accessible au personnel durant la totalité des périodes d'activité du chantier sera installé dans le bureau de chantier et/ou salle de réunion. Ce poste permettra l'appel des numéros 15, 17, 18 sans l'usage d'une carte téléphonique.
- ❑ A côté du téléphone, la consigne de déclenchement des secours doit être claire et les numéros d'appels affichés.
- ❑ Prévoir le guidage des secours extérieurs.

- ❑ Sur les chantiers importants ou ayant des zones de travail dont l'accès est délicat, le repérage des lieux ou de ces zones est à faire avec les secours extérieurs et conduit généralement à l'établissement d'un plan de secours.

6.4 - Mesures communes d'organisation des secours

Pendant toute l'intervention, l'entreprise titulaire du marché :

- ❑ Etablira un plan d'accès au chantier avec point d'accueil à transmettre aux services d'urgence.
- ❑ Rédigera les consignes de premiers secours qui contiendront les indications à donner au service de secours pour les modalités d'accès.
- ❑ Remplira l'affiche « appel en cas d'accident » et la placera en parfaite visibilité.
- ❑ Tiendra à jour la liste nominative des secouristes présents sur le chantier et celle du matériel médical, en veillant que le nombre minimal soit effectivement atteint.

VII - LE PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

(P.P.S.P.S) (Article L4532-9 du code du travail)

7.1 - Remarques importantes

- ❑ L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie pas l'étendue des responsabilités qui incombent aux entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé.
- ❑ Le respect des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues d'intégrer et de mettre en oeuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

7.2 - Entreprises titulaires intervenantes sur l'opération

- ❑ Dans un délai de 30 jours à compter de la réception de son contrat, les entreprises devront soumettre au Coordonnateur SPS, à partir du Plan Général de Coordination (PGC), un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

A) Présentation et rôle du P.P.S.P.S.

- ❑ Les entreprises devront participer à une inspection commune avec le Coordonnateur SPS avant la remise de leur PPSPS, dès leur désignation et sans attendre l'ordre de service.
- ❑ Le PPSPS doit être rédigé par le personnel d'encadrement de chantier et est spécifique à chaque chantier. Il sera rédigé en tenant compte des données générales et particulières contenus dans le PGC et dans le compte rendu de l'inspection commune.
- ❑ L'intervention sur le chantier ne peut se faire qu'après acceptation du PPSPS.
- ❑ Dans le PPSPS, les entreprises présenteront l'analyse des tâches et les modes opératoires qui sont à réaliser, en mettant en évidence les risques et les mesures prises par l'entreprise pour éliminer ces derniers.
- ❑ Il est rappelé aux entreprises que le PPSPS doit être présent sur le chantier et qu'il doit être communiqué au personnel de chantier.
- ❑ Avant intervention sur le chantier, et après que le PPSPS ait été accepté par le Coordonnateur SPS, l'entreprise organisera une réunion avec le personnel qui interviendra sur le chantier pour lire, commenter le PPSPS et le faire signer. Le Coordonnateur SPS sera informé de cette réunion et pourra y participer. Cette formation à la sécurité se fera avec chaque nouvel arrivant sur le chantier.
- ❑ Les différentes phases de travaux et les modes opératoires seront présentés sous forme de schémas.

B) Contenu du PPSPS (consulter également le chapitre 3.3 description des travaux par lot)

Le PPSPS comportera au moins 5 chapitres et des annexes :

1) Renseignements généraux

- Renseignement concernant l'opération.
- Les nom et adresse de l'entreprise.
- L'adresse du chantier et l'effectif prévisible.
- Les noms et qualités des personnes chargées de diriger l'exécution des travaux.

2) La description des travaux et méthodes de travail en détaillant :

- Les risques propres à l'entreprise en tenant compte des contraintes de l'environnement.
- Les moyens de prévention choisis.
- Les travaux qui présentent des risques d'interférence liés à la coactivité avec d'autres entreprises.
- Les risques réciproques et les moyens de prévention proposés.

Cette partie est la plus importante du PPSPS ; elle doit être accompagnée d'une analyse détaillée des risques liés :

- Aux modes opératoires.
- Aux matériels, dispositifs et installations utilisés.
- A l'utilisation de substances ou préparations dangereuses.
- Aux circulations et déplacements sur le chantier.

3) Modalités de prise en compte des mesures de coordination générale définie par le Coordonnateur SPS.

4) Les mesures d'hygiène et locaux destinés au personnel mis en place ou à disposition, tels que prévus dans le plan général de coordination.

5) L'organisation des premiers secours de l'entreprise avec notamment :

- Le matériel médical disponible sur le chantier.
- Les sauveteurs secouristes du travail sur le chantier.
- Les mesures prises pour l'évacuation des blessés dans le cadre du plan général de coordination.

Le PPSPS peut évoluer. Il est toujours possible de modifier des modes opératoires et/ou des mesures de prévention si les risques encourus sont diminués, ou si les mesures de prévention présentent une garantie équivalente. Ces substitutions seront portées à la connaissance du Coordonnateur SPS ainsi qu'aux autres destinataires du PPSPS. Il sera alors établi un additif au PPSPS initial.

7.3 - Sous-traitants (Articles R4532-60 à R4532-62 du code du travail)

- ❑ La sous-traitance permet à un entrepreneur de faire exécuter par un autre entrepreneur une partie du marché qu'il a passé avec le Maître d'ouvrage.
- ❑ Le sous-traitant doit établir son PPSPS. Celui-ci est établi à partir du PGC et du PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre qui veillera au respect des dispositions figurant dans ces deux documents.
- ❑ Le marché de sous-traitance est conclu par un contrat conforme à la loi du 31.12.75.
- ❑ **Chaque entreprise a l'obligation de déclarer ses sous-traitants et de formuler une demande d'agrément auprès du Maître d'ouvrage.**
- ❑ Le sous-traitant dispose de 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur pour établir le PPSPS. Ce délai est ramené à huit jours pour les travaux accessoires.

7.4 - Travailleurs indépendants (Article L4535-1 du code du travail)

- ❑ Ils sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers selon les dispositions issues de la loi 93-1418 du 31.12.93 et de ses décrets d'application.
Ils doivent :
 - A l'obligation de remettre au Coordonnateur un PPSPS.
 - Au respect des décrets n°95-607 et 95-608 du 6 Mai 1995.
 - Le PGC leur est applicable en totalité.

7.5 - Pénalités

- ❑ L'entrepreneur qui n'a pas remis au Maître d'ouvrage ou au Coordonnateur SPS le plan particulier de sécurité et de protection de la santé, ou un PPSPS modifié sur demande du Coordonnateur SPS, est puni d'une amende prévue dans la loi 93-1418 du 31.12.1993.
- ❑ S'il s'agit d'un sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'entreprise ayant sous traité ses travaux, et le sous-traitant sera expulsé.
- ❑ Dans le cas d'un additif au PPSPS non remis, l'entrepreneur ne pourra pas débiter les tâches concernées par cet additif.

7.6 - Collège interentreprises de sécurité, de santé, et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T.) (Article L.4532-10 du Code du Travail)

- ❑ L'opération étant classée en **2ème catégorie**, il n'y aura pas de création de Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (C.I.S.S.C.T.)
Article L4532-10 à L4532-15 du code du travail

VIII - PLANS DE RECOLEMENT ET NOTES TECHNIQUES - DIUO (Article L4532-16 du code du travail)

En fin de chantier, les entreprises fourniront en 3 exemplaires un plan de récolement détaillé ainsi que les notes techniques des différents produits et matériaux mis en œuvre.

IX – ANNEXES

1. Fiche « en cas d'accident »
2. Fiche d'accueil
3. Trousse de secours

Le Président,
Frank DE ROSSI - Coordonnateur SPS



1- FICHE « EN CAS D'ACCIDENT »

EN CAS D'ACCIDENT

Ce document rappelle la conduite à tenir en cas d'accident. Il doit être affiché sur les lieux de travail et dans les véhicules (art. L.4711-1 du Code du travail).

cachet de l'entreprise

Appelez le sauveteur-secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

1 Téléphonez au :

2 Dites :
Ici chantier :
à (commune, arrondissement) :
n° rue
Autre point de repère :
Téléphone chantier :

3 Précisez : • la nature de l'accident (éboulement, asphyxie, chute...)
• l'emplacement du blessé (le blessé est sur un toit, au sol, dans une fouille...)
• s'il y a nécessité de dégagement

4 Signalez le nombre de blessés et leur état (trois blessés dont un saigne et un ne parle pas...)

5 Décrivez l'intervention du secouriste (premiers soins, bouche-à-bouche...)

6 Fixez un point de rendez-vous et envoyez quelqu'un à ce point afin de guider les secours

7 Faites répéter le message. Ne raccrochez jamais le premier



Sauveteurs-secouristes du travail : une liste à jour mentionnant leurs noms doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs-secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque ou leur tenue de travail.

Nom	Prénom
Nom	Prénom
Nom	Prénom
Nom	Prénom

2- FICHE D'ACCUEIL

FICHE D'ACCUEIL

Cette fiche est établie sous la responsabilité de l'employeur dès l'arrivée du travailleur sur son nouveau lieu d'activité ou à son nouveau poste (art. L.4141-2 du Code du travail).

cachet de l'entreprise

LE TRAVAILLEUR

Nom Prénom

Qualification

Affectation Date

Statut ☐ CDI ☐ CDD ☐ Stagiaire ☐ Intérimaire ☐ Autre

* Les travailleurs précaires (CDD, stagiaires, intérimaires, apprentis) doivent recevoir une formation renforcée à la sécurité et ne pas être affectés aux travaux interdits par le Code du travail.

Aptitude médicale Restrictions éventuelles
oui ☐ non ☐

Autorisations - Habilitations

Autorisation de conduite :		<input type="checkbox"/> Habilitation électrique niveau <input type="text"/>
<input type="checkbox"/> Permis de conduire	<input type="text"/> catégorie	<input type="checkbox"/> Autres à préciser <input type="text"/>
<input type="checkbox"/> Engins de chantier	<input type="text"/> catégorie	
<input type="checkbox"/> Appareils de levage de charges	<input type="text"/> catégorie	
<input type="checkbox"/> Plate-forme élévatrice mobile de personnes	<input type="text"/> catégorie	

Formations spécifiques

<input type="checkbox"/> Sauveteur-secouriste du travail	<input type="checkbox"/> Montage-démontage d'échafaudage
<input type="checkbox"/> Amiante	<input type="checkbox"/> Formation au port des EPI (protection respiratoire, système antichute...)
<input type="checkbox"/> Utilisation des extincteurs	
<input type="checkbox"/> Autres <input type="text"/>	à préciser <input type="text"/>

FORMATION AU POSTE DE TRAVAIL

Remise et présentation du livret d'accueil : oui ☐ non ☐

CONDITIONS DE CIRCULATION

Visite des lieux de travail effectuée : oui ☐ non ☐

Emplacement des installations d'accueil :

Accès et cheminements piétons :

Accès et cheminements engins :

EXÉCUTION DES TRAVAUX

Travaux à réaliser :

Moyens d'exécution et protections collectives :

Consignes particulières de sécurité :

Équipements de protection individuelle remis en fonction de l'évaluation des risques :

- | | | |
|--|---|---------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Casque | <input type="checkbox"/> Masque de soudeur | <input type="checkbox"/> Autres |
| <input type="checkbox"/> Masque antipoussières | <input type="checkbox"/> Gants | <div>à préciser</div> |
| <input type="checkbox"/> Chaussures de sécurité | <input type="checkbox"/> Protecteur antibruit | |
| <input type="checkbox"/> Masque antigaz | <input type="checkbox"/> Lunettes | |
| <input type="checkbox"/> Vêtements de protection | <input type="checkbox"/> Système antichute | |

DISPOSITIONS EN CAS D'ACCIDENT

Secouriste(s) présent(s) sur le chantier :

M. _____

M. _____

M. _____

M. _____

M. _____

Emplacement du moyen d'appel :

Présentation de l'affiche « En cas d'accident » : oui ☐ non ☐

Fait à _____

Le responsable hiérarchique

Nom _____

Prénom _____

Fonction _____

Signature

le _____

Le collaborateur

Nom _____

Prénom _____

Fonction _____

Signature

3- TROUSSE DE SECOURS

USAGE DE LA TROUSSE DE SECOURS

Un sauveteur-secouriste du travail (SST) appartenant à l'unité de travail en assure la présence, la garde et l'approvisionnement.

Celui-ci ou, à défaut, le responsable sur le chantier en effectue la vérification périodique (notamment, le suivi des dates de péremption, remplacement des éléments consommables utilisés). Cette boîte, qui n'est pas l'accessoire obligatoire du secouriste est un élément mobile qui doit lui être apporté en cas de nécessité.

CONTENU

■ Non consommable

- 1 coussin HAEMOBAND (nouveau modèle)
- 1 couverture isothermique (non stérile)
- 2 poches de récupération de membres sectionnés
- 1 paire de ciseaux à bouts ronds
- 1 pince à écharde inox à bouts pointus
- 12 épingles de sûreté à boule
- 1 masque de protection pour bouche-à-bouche
- 10 gants en vinyle à usage unique
- 30 pansements auto-adhésifs (sous conditionnement individuel)
- 2 boîtes de 10 compresses stériles individuelles 30 x 30
- 1 kit bandes dans sac minigrip :
 - 3 bandes extensibles (3 m x 7 cm)
 - 3 bandes extensibles (3 m x 10 cm)
 - 1 bande crêpe (4 m x 10 cm)
- 1 rouleau sparadrap anallergique (5 m x 2 cm)
- 1 écharpe triangulaire
- 5 sachets unitaires pansements gras (10 cm x 10 cm)
- 10 dosettes de Chlorhexidine aqueuse stériles
- 1 flacon de Dacryosérum 100 ml
- 1 boîte Coalgan
- 12 compresses Pharmadose Arnica
- 1 sac pour récupération des déchets

MODALITÉS D'UTILISATION

■ Contusion – entorse sans plaie

- Appliquer de l'arnica. Immobiliser le membre.
- Adresser chez le médecin selon gravité.

■ Plaie simple

- Nettoyer et désinfecter (dosette antiseptique Chlorhexidine).
- Pansement.
- Protection antitétanique par le médecin dans les 12 heures, sauf vaccination à jour.

■ Brûlure thermique simple

- Refroidir immédiatement avec de l'eau.
- Appliquer un pansement gras.
- Pansement.
- Adresser chez le médecin pour soins complémentaires et surveillance.

■ Corps étranger dans l'œil

En cas de projection irritante ou contaminante, laver abondamment les deux yeux au Dacryosérum ⁽¹⁾ et adresser chez l'ophtalmologiste.

■ Saignement de nez

Mèche de Coalgan dans le nez, tête en avant.

REMARQUES

Cette liste est indicative, le matériel de premiers secours est choisi en fonction des risques de l'entreprise, l'avis du médecin du travail est incontournable pour établir le contenu de la trousse de secours. Il en fixe l'usage (personne compétente...) en situation d'urgence.

Les modalités d'utilisation de la trousse et de renouvellement du contenu font l'objet d'une procédure écrite dans l'entreprise, signée par le chef d'établissement et connue du CHSCT.

Vérifier le matériel et les produits régulièrement, notamment les dates de péremption et le bon état des emballages.

Nommer un responsable pour assurer la vérification périodique et l'utilisation de la trousse.
La trousse de secours est placée dans un endroit facilement accessible et signalé par panneaux, à l'abri de la chaleur et de la lumière.

COMPLÉMENTS DE CONTENU

Les compléments de contenu de la boîte de secours de l'unité de travail sont introduits sous la responsabilité du médecin du travail ; ils ne doivent concerner que les boîtes des secouristes ayant reçu une formation initiale appropriée et une formation de recyclage tous les deux ans.

Le choix de ces compléments relève de la compétence du médecin du travail et ne saurait être précisé ici. Il est effectué en tenant compte des risques propres à l'entreprise ou au chantier, des difficultés d'accès rencontrées par les secours médicalisés.